



Programme Alimentaire Mondial

**Session annuelle
du Conseil d'administration
Rome, 13–17 juin 2016**

Distribution: générale

Date: 16 mai 2016

Original: anglais

Point 5 de l'ordre du jour

WFP/EB.A/2016/5-A

Questions de politique générale

Pour examen

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Plan stratégique du PAM pour 2017–2021

Résumé

Le Plan stratégique pour 2017-2021 adapte l'action du PAM au Programme de développement durable à l'horizon 2030. Axé sur l'élimination de la faim et la contribution à un partenariat mondial revitalisé en vue d'atteindre les objectifs de développement durable (ODD), il présente le cadre conceptuel d'une nouvelle structure de planification et d'organisation des opérations qui renforcera la contribution du PAM aux efforts déployés par les pays pour mettre en œuvre le Programme 2030. Le Plan stratégique sera étayé par une nouvelle approche de la planification stratégique par pays, un cadre de financement remanié et un cadre de résultats institutionnels. Ces processus et documents étroitement liés donneront au PAM les moyens nécessaires pour mettre en œuvre des portefeuilles d'activités axés sur les résultats, qui maximiseront ses contributions à l'échelle des pays. Le Programme 2030 lance un appel mondial à l'action qui donne la priorité aux efforts visant à éliminer la pauvreté, la faim et l'inégalité, dans le cadre tant des interventions humanitaires que de développement, et les situe dans le contexte plus large du progrès et du développement durable de l'humanité.

Faire face aux situations d'urgence, sauver des vies et préserver les moyens d'existence en apportant une assistance directe ou en renforçant les capacités des pays, entreprise primordiale pour aider les pays à réaliser les ODD, restera l'axe principal des opérations du PAM. Éliminer la faim demeure un défi mondial d'importance, qu'il faut relever alors que les besoins humanitaires sont sans cesse plus complexes et se prolongent. Les changements climatiques et l'accentuation des inégalités amplifient ces difficultés en accroissant la vulnérabilité des populations face aux catastrophes. Le double mandat qui est le sien permet au PAM d'aborder les interventions humanitaires dans l'optique du développement, et de veiller en conséquence à l'adéquation des interventions axées sur le redressement rapide avec celles de développement. Grâce à ce double mandat, le PAM s'est forgé une grande expérience dans le contexte tant de l'action humanitaire que de l'aide au développement, et possède de ce fait des atouts et des capacités sans pareils lorsqu'il s'agit de renforcer la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition, y compris dans le cadre de crises prolongées. Le PAM est déterminé à aider les pays en portant assistance en tout premier lieu aux personnes défavorisées, et en veillant à ce que nul ne soit laissé pour compte.

Coordonnateurs responsables:

M. R. Lopes da Silva
Sous-Directeur exécutif chargé du Département des
services concernant les opérations
tél.: 066513-2200

M. S. Samkange
Directeur
Division des politiques et des programmes
tél.: 066513-2262

Étant donné le délai ambitieux que fixe le Programme 2030, le PAM présente son nouveau plan stratégique avec une année d'avance. Le Plan stratégique pour 2017-2021 sera revu et pourra être prorogé ou mis à jour en 2021, puis des examens auront lieu tous les quatre ans pour adapter le cycle de planification stratégique du PAM aux résolutions de l'Examen quadriennal complet.

Le Plan stratégique pour 2017-2021 a été établi en tenant compte des accords conclus à l'issue de grands sommets et conférences internationaux, ainsi que des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies et des cadres mondiaux et régionaux complémentaires axés sur l'élimination de la faim et de la malnutrition. Il prend également en considération les enseignements tirés de l'examen à mi-parcours du Plan stratégique pour 2014-2017, ainsi que d'évaluations et d'examens réalisés en externe. Sa préparation a aussi tiré profit des consultations approfondies organisées au sein du PAM et avec les partenaires.

Reconnaissant que les 17 ODD sont étroitement imbriqués, le PAM a choisi d'en privilégier deux – le deuxième, qui a pour finalité d'éliminer la faim, et le dix-septième, qui vise à établir des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD. Ce choix correspond au double mandat qui est le sien et à ses points forts et capacités, tels qu'en témoignent son programme de travail et les demandes de prestations de services techniques et opérationnels et de services communs qui lui ont été adressées. Pour mettre en œuvre le Plan stratégique pour 2017-2021, il faudra miser sur les partenariats stratégiques, l'innovation, la communication et le plaidoyer, ainsi que sur la sensibilisation du personnel et le développement de ses capacités.

À chaque but stratégique correspondent des objectifs stratégiques directement liés aux ODD concernés. Le PAM évaluera sa progression sur la voie de la réalisation de ces objectifs stratégiques au moyen des résultats stratégiques. Les résultats stratégiques correspondent eux-mêmes aux cibles des ODD 2 et 17 qui se rapportent aux capacités et au mandat du PAM, à savoir contribuer à éliminer la faim et promouvoir les partenariats pour parvenir à atteindre les ODD. Les résultats stratégiques permettent au PAM d'axer ses interventions sur les besoins des pays. Les avancées vers les cibles des ODD seront mesurées par les gouvernements, ce qui servira ensuite à évaluer les progrès accomplis en ce qui concerne la mise en œuvre du Programme 2030.

Les buts stratégiques, les objectifs stratégiques et les résultats stratégiques sont les suivants:

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro (ODD 2)

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim [en préservant l'accès à l'alimentation]

- Résultat stratégique 1 – Chacun a accès à la nourriture (Cible 1 de l'ODD 2)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

- Résultat stratégique 2 – Personne ne souffre de malnutrition (Cible 2 de l'ODD 2)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

- Résultat stratégique 3 – La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent (Cible 3 de l'ODD 2)
- Résultat stratégique 4 – Les systèmes de production alimentaire sont durables (Cible 4 de l'ODD 2)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD (ODD 17)

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

- Résultat stratégique 5 – Les pays ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD (Cible 9 de l'ODD 17)
- Résultat stratégique 6 – Les politiques appuyant le développement durable sont cohérentes (Cible 14 de l'ODD 17)

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

- Résultat stratégique 7 – Les pays en développement ont accès à toute une gamme de ressources financières qu'ils investissent dans le développement (Cible 3 de l'ODD 17)
- Résultat stratégique 8 – Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforcent l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD (Cible 16 de l'ODD 17)

La mise en œuvre du Plan stratégique pour 2017-2021 sera adaptée compte tenu du contexte local, des capacités disponibles et des partenariats existant dans chacun des pays où le PAM opère. Les plans stratégiques de pays détermineront les résultats stratégiques auxquels le PAM contribuera dans chaque pays. Ces contributions seront présentées dans les plans stratégiques de pays, sous la forme "d'effets directs stratégiques" qui sont le reflet de la situation et de la dynamique existant dans le pays concerné et sont conformes aux priorités et buts nationaux. Pour chaque pays, ils sont directement liés à la réalisation des cibles nationales des ODD et partant, des résultats stratégiques du PAM.

Compte tenu de l'imbrication des problèmes et des solutions, l'importance première accordée par le PAM à l'élimination de la faim fera qu'il pourra aussi contribuer directement ou indirectement à l'obtention des effets directs recherchés par les acteurs nationaux ou les partenaires au titre d'ODD autres que les ODD 2 et 17.

Projet de décision*

Le Conseil prend note du document intitulé "Plan stratégique du PAM pour 2017-2021" (WFP/EB.A/2016/5-A) et réaffirme son appui à la volonté du PAM d'harmoniser ses activités avec le Programme 2030. Il attend avec intérêt la version finale du document, qui lui sera soumise pour approbation à sa deuxième session ordinaire de 2016 et qui tiendra compte des questions qu'il aura soulevées au cours de ses débats.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

I. Généralités

1. En septembre 2015, les dirigeants du monde entier se sont réunis pour adopter un cadre d'action mondial détaillé visant à réaliser le développement durable dans ses trois dimensions – économique, sociale et environnementale – d'une manière qui soit équilibrée et intégrée. "Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030" propose un programme de portée mondiale axé sur l'être humain dont le but est de parvenir au développement durable et de mettre un terme à la pauvreté, à la faim et à l'inégalité. Le Programme 2030 reprend les impératifs de l'initiative Défi Faim zéro du Secrétaire général – qui sont traduits dans l'objectif 2 de développement durable (ODD 2) – Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. En outre, le Programme 2030 situe le travail humanitaire dans le contexte plus large du progrès et du développement de l'humanité, et promet formellement de ne laisser personne de côté.
2. Le Programme 2030 est ambitieux tant par son rayonnement que par la complexité des problèmes à surmonter et par le délai de 15 ans qu'il s'accorde pour obtenir des résultats durables qui transformeront le monde. C'est donc maintenant qu'il faut agir: les objectifs fixés exigent de procéder rapidement pour éliminer la pauvreté et la faim d'ici à 2030. Une collaboration multipartite est indispensable.
3. En réponse à l'appel mondial à l'action lancé dans le Programme 2030¹, le PAM présente son nouveau Plan stratégique avec une année d'avance de sorte à ajuster son orientation stratégique et à définir la manière dont il appuiera les efforts déployés par les pays pour éliminer la faim et parvenir au développement durable. Le cadre de résultats associé au Plan stratégique pour 2017-2021 concorde pleinement avec le Programme 2030 et il est prévu qu'il demeure stable tout au long de la période couverte. Toutefois, les enseignements qui seront tirés de l'expérience donneront des indications sur la façon dont une action collective et cohérente peut favoriser les progrès. Le Plan stratégique pour 2017-2021 sera donc revu et pourra être prorogé ou mis à jour en 2021, puis des examens auront lieu tous les quatre ans pour adapter le cycle de planification stratégique du PAM aux résolutions de l'Examen quadriennal complet.
4. Le Plan stratégique pour 2017-2021 guidera le PAM pendant toute la période de mise en œuvre du Programme 2030. Il met l'aide du PAM au service de l'action engagée par les pays pour libérer de la faim les populations les plus pauvres et les plus exposées à l'insécurité alimentaire, et fixe le cadre de la participation du PAM à un partenariat mondial pour le développement durable revitalisé, qu'appuiera une action de sensibilisation accrue. Le PAM s'engage à venir en aide aux plus défavorisés, en s'assurant qu'il n'y aura pas de laissés-pour-compte. Pour mettre en œuvre son Plan stratégique pour 2017-2021, il lui faudra miser sur les partenariats stratégiques, la communication et le plaidoyer, ainsi que sur la sensibilisation du personnel et le développement de ses capacités. De plus, afin de donner corps à la vision et aux objectifs du Plan stratégique dans un monde en mutation permanente, il sera primordial pour le PAM de tirer parti de l'innovation et de renforcer les efforts dans ce sens, notamment par le biais de son accélérateur d'innovations².

II. Le contexte mondial

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (septembre 2015)

5. Les États membres dirigent l'action mondiale engagée pour réaliser le Programme 2030. Ils ont défini 17 objectifs et des cibles qui sont intégrés et indissociables, par essence globaux et applicables universellement. Ils sont conscients de l'interdépendance des dimensions sociale, économique et environnementale du développement durable, au sein des pays et d'un pays à l'autre. C'est à chaque État qu'il revient de fixer ses propres cibles, des cibles à la hauteur des

¹ Voir le document du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies portant la cote E/2015/L.16 (15 juin 2015), par. 73.

² L'accélérateur d'innovations du PAM a été ouvert à Munich (Allemagne) en août 2015, dans le but d'affermir la culture de l'innovation en interne, et de faciliter la collaboration avec des spécialistes de divers secteurs et institutions. Il s'emploie à mettre les technologies de pointe au service des opérations du PAM, aidant ainsi les pays à atteindre les ODD de manière plus efficace et plus efficace.

ambitions mondiales, mais qui tiennent compte des réalités du pays. Le Programme 2030 appelle à agir collectivement pour soutenir l'action menée par les pays³. L'ODD 17– Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser – est étayé par le Plan d'action d'Addis-Abeba, qui le complète, et appelle à mettre en œuvre de nouveaux moyens de collaboration et des stratégies de partenariat améliorées pour aider les pays à réaliser le développement durable dans toutes ses dimensions.

6. Point particulièrement important pour le PAM, le Programme 2030 reconnaît la plus grande vulnérabilité de certains pays et de certaines personnes, qui auront donc davantage de difficultés à parvenir au développement durable et devront faire l'objet d'une attention spéciale pour que personne ne soit laissé pour compte⁴. Pour ne laisser personne de côté dans le combat contre la faim, il faut venir en aide à tous – femmes, hommes, filles et garçons – et en particulier à ceux qui vivent dans une extrême pauvreté ou qui sont la cible de discriminations, aux réfugiés, aux personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, ou encore aux victimes de crises humanitaires complexes et prolongées, de violences extrêmes, ou de catastrophes climatiques ou autres. Pour venir en aide aux plus démunis, il faut que de multiples intervenants agissent ensemble, de manière concertée, dans les domaines du développement, de l'aide humanitaire, de la paix et de la sécurité.

Tendances mondiales et conférences et accords internationaux

7. Près de 800 millions de personnes dans le monde sont sous-alimentées. Parmi les enfants de moins de 5 ans, 159 millions souffrent d'un retard de croissance et 50 millions d'émaciation⁵. À l'échelle mondiale, plus de la moitié des réfugiés sont des enfants, et les taux d'émaciation et de retard de croissance s'aggravent à la fois pendant une catastrophe et durant les années qui suivent⁶. Les femmes et les filles subissent de manière disproportionnée les effets des crises humanitaires, qui s'accompagnent d'une hausse des taux de morbidité et de mortalité féminines et exposent davantage celles-ci à des risques de violences sexistes. Les personnes qui vivent dans des pays en conflit ont trois fois plus de risques d'être sous-alimentées que celles qui vivent dans des pays en développement plus stables. Les groupes vulnérables tels que les femmes et les enfants, les réfugiés et les personnes déplacées, et les personnes vivant avec le VIH ou un handicap, ont souvent peu accès aux systèmes de protection sociale et nombre d'entre eux vivent dans des pays touchés par un conflit et l'instabilité. L'inégalité entre les sexes et le manque d'autonomisation des femmes rendent souvent les femmes et les filles plus vulnérables dans les situations de crise humanitaire, et constituent un frein au progrès dans tous les domaines du développement durable. Dans de nombreux pays, les inégalités persistent ou se creusent, et la faim tend désormais à toucher autant les villes que les campagnes.
8. En 2014 et 2015, plus de 78 millions de personnes dans 82 pays en moyenne ont bénéficié d'une assistance alimentaire directe du PAM. Bien que celui-ci ait un double mandat, 42 pour cent de son financement a été consacré à des opérations d'urgence, 38,5 pour cent à des activités axées sur le relèvement rapide, 6,9 pour cent à des activités de développement et 7,6 pour cent à des opérations spéciales⁷. En 2014 et 2015, en moyenne 77 pour cent des transferts de vivres et

³ Programme 2030, par. 61: "Les cibles relatives aux moyens de mise en œuvre qui ont été arrêtées pour l'objectif 17 et pour chacun des autres objectifs de développement durable et dont il est fait mention ci-dessus, sont déterminantes pour la réalisation du Programme et ont la même importance que les autres cibles et objectifs. Nous leur accorderons la même priorité dans nos efforts de mise en œuvre et dans le cadre mondial d'indicateurs élaboré pour suivre les progrès accomplis."

⁴ Programme 2030, par. 21 et 22: "Les pays les plus vulnérables [...] méritent une attention spéciale, à l'instar des pays en situation de conflit ou d'après conflit. De nombreux pays à revenu intermédiaire se heurtent eux aussi à de grandes difficultés." Par. 23: "Nous prenons la résolution d'adopter de nouvelles mesures et d'engager de nouvelles actions, dans le respect du droit international, pour éliminer les obstacles et les contraintes, renforcer le soutien nécessaire et satisfaire les besoins particuliers des personnes qui vivent dans des régions touchées par des urgences humanitaires complexes ou par le terrorisme."

⁵ Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)-Organisation mondiale de la Santé (OMS)-Groupe de la Banque mondiale. 2015. *Joint child malnutrition estimates – Levels and trends*. Disponible à l'adresse: <http://www.who.int/nutgrowthdb/estimates2014/en/>.

⁶ Hsiang, S. et Anttila-Hughes, J., 2013. *Destruction, Disinvestment and Death: Economic and Human Losses Following Environmental Disaster*. Disponible à l'adresse: <http://ssrn.com/abstract=2220501>; Silventoinen, K., 2003. *Determinants of variation in adult body height*. *Journal of Biosocial Sciences*, 35:263-285.

⁷ Ainsi que 5 pour cent à des fonds bilatéraux, à des fonds d'affectation spéciale, et au Fonds général ainsi qu'aux fonds d'affectation spéciale qui ne peuvent être ventilés par projet ou opération. Ces chiffres sont des moyennes pour 2014 et 2015.

89 pour cent des transferts de type monétaire effectués l'ont été en vue de sauver des vies et de préserver les moyens d'existence en situation d'urgence; 59,5 pour cent des bénéficiaires du PAM en ont directement profité. Cet appui a contribué à stabiliser, voire améliorer, la sécurité alimentaire des populations touchées par une situation d'urgence grâce à l'organisation de distributions générales de vivres ou de transferts de type monétaire, qui ont concouru à accroître la consommation alimentaire et la diversité de l'alimentation. Des activités ont aussi été menées en vue de prévenir une dégradation de l'état nutritionnel et la mortalité connexe, et de venir en aide aux personnes souffrant de malnutrition aiguë dans les situations d'urgence.

9. Dans des contextes plus stables, le PAM a appuyé les petits exploitants en faisant de ses achats locaux un outil de lutte contre la faim: il leur a offert des débouchés et les a aidés à améliorer la qualité de leurs récoltes et à accroître les quantités qu'ils vendent à divers acheteurs, dont lui. Dans les situations de redressement rapide, le PAM s'est employé à améliorer la sécurité alimentaire des communautés et des ménages vulnérables en fournissant des vivres ou des transferts de type monétaire, tout en aidant les communautés locales à remettre en état les terres et à (re-)construire barrages et puits, routes de desserte et autres actifs. Dans divers contextes, il s'est attaché à réduire l'exposition des ménages vulnérables aux changements et aux catastrophes d'ordre climatique en aidant les communautés en situation d'insécurité alimentaire à se préparer et à faire face aux catastrophes liées au climat, ainsi qu'à s'en relever. Au cours de la dernière décennie, près de la moitié des opérations d'urgence et de redressement du PAM ont comporté des interventions destinées à faire face à des catastrophes de ce type, et ces cinq dernières années, au moins 40 pour cent des opérations prévoyaient des activités de réduction des risques de catastrophe. Le PAM aide les gouvernements à renforcer leur capacité à gérer les risques de catastrophe et à améliorer la sécurité alimentaire, tout en investissant dans les systèmes d'alerte rapide et de préparation. Il a aussi contribué à garantir aux enfants un accès adéquat à des aliments nutritifs par l'intermédiaire des programmes de repas scolaires, qui ont permis de venir en aide en moyenne à quelque 18 millions d'enfants dans 64 pays en 2014 et 2015.
10. Le PAM est intervenu pour faire face à 13 situations d'urgence majeure en 2014 et 12 en 2015. Les tendances observées actuellement dans les crises liées au climat, aux conflits et à la santé montrent que le nombre de personnes souffrant de la faim repart à la hausse; le PAM devra continuer d'accorder une place prépondérante aux interventions destinées à sauver des vies et à préserver les moyens d'existence en situation d'urgence s'il entend aider les pays à atteindre les objectifs fixés dans le Programme 2030. Les changements climatiques menacent de rendre les systèmes de production alimentaire inopérants car ils augmentent la fréquence et la gravité des aléas naturels, qui ont un impact disproportionné sur les ménages vulnérables en situation d'insécurité alimentaire. La prolifération et la fragmentation des conflits provoquent davantage de déplacements de populations et une augmentation des besoins humanitaires.
11. D'après le rapport de 2015 sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde⁸: "Au cours des 30 dernières années, la typologie des crises a progressivement évolué. Il s'agissait à l'origine de phénomènes à court terme, violents et très médiatisés qui se sont transformés progressivement en situations à plus long terme, structurelles et prolongées (...). En d'autres termes, les crises prolongées sont devenues la nouvelle norme, tandis que les crises aiguës de courte durée sont désormais l'exception". Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a adopté le Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées (CSA-CDA) en 2015⁹, prenant acte de l'impact qu'ont l'insécurité alimentaire et la dénutrition sur les populations touchées. Le PAM possède des atouts et des capacités uniques lorsqu'il faut répondre aux besoins des populations touchées par des crises prolongées, et donner corps aux principes énoncés dans le CSA-CDA. Le double mandat qui est le sien lui a permis d'acquérir une grande expérience dans des contextes d'action humanitaire et d'aide au développement, ce qui fait qu'il est bien placé pour contribuer à renforcer la résilience des personnes touchées dans le cadre de crises prolongées en abordant ses interventions humanitaires selon l'optique du développement, et en adaptant en conséquence ses interventions axées sur le redressement et le développement.

⁸ FAO, FIDA et PAM. 2015. L'État de l'insécurité alimentaire dans le monde, p. 40. Rome.

⁹ <http://www.fao.org/cfs/cfs-home/activities/cfs-fipc/en/>.

12. Le Programme 2030 repose sur l'idée qu'il faut agir simultanément dans des contextes distincts et de multiples secteurs. C'est en s'attaquant aux causes profondes et interdépendantes de la pauvreté et de la faim que l'on pourra éliminer définitivement ces fléaux. Cette approche doit s'appliquer dans toutes les régions touchées par la faim, et va dans le sens de l'appel lancé dans le Programme 2030 visant à donner la priorité aux personnes exposées à des conflits, des catastrophes ou des risques ou en situation de vulnérabilité. À l'appui du Programme 2030, les mesures pour éliminer la faim incluent les textes issus des grandes conférences et des sommets des Nations Unies.
13. La présente section fait le point sur les principaux accords et conférences, ainsi que sur le rôle qu'ils jouent dans l'élimination de la faim.
- *Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe (mars 2015)*: Plus de 80 pour cent des personnes en situation d'insécurité alimentaire dans le monde vivent dans des pays exposés à des risques naturels et marqués par une forte dégradation des terres et des écosystèmes¹⁰. Les catastrophes ont des répercussions sur la sécurité alimentaire dans toutes ses dimensions: sans protection contre les risques de catastrophe, les personnes les plus vulnérables ne peuvent même pas commencer à renforcer leur résilience. Le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030) contribue au Programme 2030 et à la réduction de la faim; il appelle en particulier à investir pour réduire les risques de catastrophe et accroître la résilience, notamment au moyen des systèmes de protection sociale, et à améliorer les dispositifs de préparation aux catastrophes pour intervenir efficacement et "mieux reconstruire".
 - *Conférence internationale sur le financement du développement (juillet 2015)*: Le Programme d'action d'Addis-Abeba est pris en compte dans le Programme 2030, à la faveur de l'ODD 17. Malgré les progrès importants dont témoigne le Programme d'action d'Addis-Abeba, de graves problèmes persistent. Ainsi, les outils et les ressources actuellement à la disposition des acteurs de l'aide humanitaire et du développement ne suffisent plus à répondre aux besoins à long terme des populations vulnérables aux crises. Il faut que la communauté internationale investisse davantage dans les actions de redressement après des catastrophes ou des conflits et dans le financement de la réduction des risques. Les fonds alloués aux programmes de protection sociale et aux interventions humanitaires, notamment dans des contextes de fragilité ou de (sortie de) conflit, sont souvent insuffisants et ne donnent pas la latitude nécessaire pour s'attaquer aux causes principales de la vulnérabilité et du risque¹¹.
 - *Accord de Paris de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (décembre 2015)*: Les personnes en situation d'insécurité alimentaire pâtissent de manière disproportionnée des changements climatiques¹², lesquels pourraient accroître le risque de voir la faim et la malnutrition augmenter dans une proportion pouvant atteindre 20 pour cent d'ici à 2050¹³. Les changements climatiques vont aggraver la vulnérabilité face aux catastrophes¹⁴, notamment dans les régions où les ressources sont rares et où la prévalence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition est élevée. Les inondations et les épisodes de sécheresse sont d'une fréquence et d'une intensité plus élevées. La vulnérabilité des

¹⁰ Indice de gestion des risques, 2014. Indicateur composite des risques naturels; EM-DAT, 2014. Base de données internationale sur les catastrophes (en ligne); Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Welthungerhilfe et Concern Worldwide. Indice 2014 de la faim dans le monde; Banque mondiale, 2014. Données sur la population (en ligne); Évaluation globale de la dégradation du sol (GLASOD) induite par l'homme, 1990; Bai Z.G., Dent, D.L., Olsson, L. et Schaepman, M.E. 2008. *Proxy global assessment of land degradation*. Soil Use and Management, 24(3): 223-234 (septembre).

¹¹ PAM, Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, Programme des Nations Unies pour les établissements humains, UNICEF, Programme des Nations Unies pour le développement, OMS et Organisation internationale pour les migrations (2015). *Financing for Development: Addressing the Humanitarian-Development Divide*.

¹² Banque mondiale. 2015. Ondes de choc: Maîtriser les impacts du changement climatique sur la pauvreté. Washington.

¹³ Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), 2014: Changements climatiques 2014: Rapport de synthèse. Contribution des Groupes de travail I, II et III au cinquième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. Genève.

¹⁴ GIEC (2013), Cinquième rapport d'évaluation. <http://www.ipcc.ch/>.

personnes et des systèmes de production alimentaire face aux changements climatiques exige un surcroît d'efforts et un renforcement des capacités dans les domaines suivants: systèmes d'alerte rapide; préparation aux situations d'urgence; évaluation détaillée et gestion systématique des risques; assurance contre les aléas climatiques; et renforcement de la résilience des communautés, des moyens d'existence et des écosystèmes. Les filets de sécurité et les systèmes de protection sociale constituent l'un des meilleurs moyens d'autonomiser les populations les plus vulnérables pour qu'elles puissent commencer à s'adapter aux changements climatiques et à renforcer leur résilience. Il sera primordial à cet égard que le PAM prévoie dans son approche de la planification stratégique par pays l'appui à apporter aux plans d'action nationaux établis au titre de l'Accord de Paris.

- *Sommet mondial sur l'action humanitaire (mai 2016)*: L'analyse des tendances des catastrophes liées au climat, des conflits intra-étatiques et des déplacements tend à montrer que le monde aura à affronter un nombre croissant de crises complexes et prolongées au cours des prochaines décennies. Or, face à la complexité grandissante et à la durée de plus en plus longue des crises, les ressources et les financements dont dispose actuellement le système humanitaire ne suffisent plus à satisfaire les besoins des populations les plus vulnérables. Parallèlement, la diversification des intervenants dans les contextes humanitaires, le renforcement des capacités locales et les progrès technologiques constituent autant de chances à saisir que de mises à l'épreuve pour les interventions humanitaires. Lors des consultations précédant le Sommet, l'accent a été mis à maintes reprises sur l'importance qu'il y a à placer la protection au cœur de la réponse humanitaire et à renforcer la responsabilité à l'égard des populations touchées. [à compléter à l'issue du Sommet mondial].
 - *Troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable (HABITAT III) (octobre 2016)*: Il est établi que la faim et la malnutrition chez les citadins pauvres constituent un obstacle à la réalisation du Programme 2030. L'urbanisation rapide va de pair avec une hausse constante du nombre de pauvres vivant dans des taudis; les ménages de citadins extrêmement pauvres consacrent une grande partie de leur revenu à la nourriture, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux hausses soudaines des prix ou aux problèmes d'approvisionnement; en outre, les conflits provoquent le déplacement d'un nombre croissant de personnes vers les centres urbains. Pour réduire le phénomène de la faim en milieu urbain, il faudra absolument améliorer l'accès aux services de base, notamment aux filets de sécurité et aux services de nutrition. [à compléter à l'issue de la Conférence HABITAT III].
14. Le Programme 2030 et le Plan stratégique pour 2017-2021 sont conformes à d'autres résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies qu'ils appuient, notamment la résolution annuelle sur le développement de l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition à laquelle contribuent activement le PAM ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le Fonds international de développement agricole (FIDA). En 2015, la résolution contenait des recommandations¹⁵ sur la manière de poursuivre les actions entreprises – mais toujours inachevées – en vue d'éliminer la faim et la malnutrition, objectif central du programme de développement durable transformatif. Cette résolution prenait notamment acte de l'importance que revêt l'appui aux cadres complémentaires dans la lutte contre la faim et la malnutrition, notamment l'Agenda 2063 de l'Union africaine, les recommandations du CSA, le Défi Faim zéro, le Pacte mondial sur la nutrition pour la croissance, la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition et la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition.

¹⁵ A/RES/70/223.

Enseignements tirés de l'examen à mi-parcours du Plan stratégique du PAM pour 2014-2017

15. Pour guider l'élaboration de son nouveau Plan stratégique, le PAM a fait réaliser en 2015 un examen à mi-parcours de son Plan stratégique pour 2014-2017, dont les principales constatations et recommandations étaient les suivantes:
- La mission et le mandat du PAM se confondent avec les programmes d'action mondiaux et les objectifs institutionnels. Dans le nouveau Plan stratégique, il faudrait resserrer le cadre conceptuel et recentrer l'action du PAM en saisissant l'occasion offerte par la transition vers les ODD.
 - Le bilan du passage à l'assistance alimentaire est encourageant; il faudrait le renforcer et tirer parti des plans stratégiques de pays (PSP) pour mieux définir l'avantage comparatif du PAM au niveau des pays.
 - L'examen du cadre de financement devrait produire un modèle de financement qui soit mieux adapté à la mission à court et long termes du PAM telle que convenue et contribue à renforcer les PSP en établissant une corrélation plus forte entre objectifs financiers et objectifs opérationnels à court et à long termes.
 - Le Plan stratégique du PAM devrait mieux rendre compte des services d'importance vitale que celui-ci fournit à l'ensemble de la communauté d'aide humanitaire en tant qu'organisme responsable des modules de la logistique et des télécommunications d'urgence et en tant que gestionnaire des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies et du Réseau des entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies.
 - Compte tenu du nombre sans précédent de situations d'urgence, le PAM devrait préserver l'excellente qualité des prestations qu'il fournit en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, et les renforcer si nécessaire.
 - Le PAM devrait poursuivre sa réflexion sur les incidences que les changements apportés au modèle opératoire – tels que les transferts de type monétaire et les achats locaux – peuvent avoir sur sa structure et sa fonction.
 - Le PAM devrait continuer à renforcer le corpus de données probantes – et en particulier améliorer la mesure des résultats – pour pouvoir rendre compte de manière plus solide et plus concluante des résultats institutionnels.

Constatations de l'évaluation

16. Le Plan stratégique pour 2017-2021 tire profit des évaluations conduites par le Bureau de l'évaluation du PAM en 2014 et 2015, dont les constatations les plus importantes sont reprises dans les rapports annuels sur l'évaluation de 2014 et 2015, ainsi que dans le rapport de synthèse des évaluations d'opérations effectuées en 2014-2015¹⁶.
17. Les principales constatations sont les suivantes:
- La poursuite de la transition de l'aide alimentaire à l'assistance alimentaire est particulièrement favorable à l'instauration de solutions durables au problème de la faim, et place le PAM en bonne position pour réaliser les transformations préconisées par le Programme 2030.
 - Les évaluations confirment la solidité des interventions d'urgence du PAM, notamment dans le cas de catastrophes soudaines de grande ampleur. Toutefois, la gestion simultanée de plusieurs crises de niveau 3 a détourné l'attention d'autres situations d'urgence – prolongées, chroniques et d'une gravité moindre.

¹⁶ WFP/EB.2/2015/6-E*.

- Le PAM peut jouer un rôle utile dans les contextes fluctuants des pays à revenu intermédiaire où l'inégalité des chances est souvent facteur de vulnérabilité. Pour y parvenir, il doit cependant faire davantage pour consolider les politiques et les systèmes nationaux, travailler en partenariat, et recourir à des démarches plus systématiques pour développer les capacités nationales dans les domaines où sa compétence est reconnue.
- L'investissement du PAM dans son rôle de coordonnateur des principaux modules d'aide humanitaire et les ressources qu'il a mobilisées à cet effet ont été jugés variables.
- Les évaluations brossent un tableau contrasté de la collaboration entre les organismes des Nations Unies et avec les organisations non gouvernementales (ONG) partenaires. Le PAM devra savoir montrer la voie et déterminer les priorités pour retirer tous les avantages qu'offre cette vaste gamme de partenariats. Les évaluations insistent également sur la nécessité d'instaurer une plus grande cohérence au PAM au niveau de l'harmonisation avec les systèmes nationaux.
- Les systèmes et la capacité actuels de suivi du PAM sont encore insuffisants pour qu'il puisse bien mesurer et analyser les effets directs. Les problèmes rencontrés pour déterminer l'efficacité, l'efficacé et l'avantage comparatif du PAM, conjugués à une prise en compte assez floue des chaînes de résultats lors de la conception des projets, limitent la capacité du PAM à conduire une gestion axée sur les résultats, fondée sur l'analyse de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas.

Examens et évaluations externes

18. Outre les examens et les évaluations conduits en interne, la performance du PAM a fait l'objet d'évaluations externes, notamment celle réalisée par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales en 2013. Ces évaluations et examens sont largement positifs: "Le PAM est bien placé pour fournir une assistance dans des situations d'urgence et présente un avantage comparatif appréciable dans des contextes humanitaires en raison de ses nombreux atouts: large place et ressources importantes accordées à la préparation aux situations d'urgence et aux interventions en cas de crise à tous les niveaux de l'organisation, fiabilité des évaluations des besoins et utilisation de celles-ci aux fins de la programmation, mesures de sécurité énergiques pour protéger le personnel, procédures d'achat efficaces, stratégies solides de gestion des risques, interventions rapides face à des événements et des catastrophes, harmonisation des procédures avec les partenaires de programmation, et participation active aux plans et appels interorganisations"¹⁷. Des rapports font également état de la capacité du PAM à opérer dans des environnements difficiles et souvent instables (par exemple dans des régions ravagées par des conflits ou une guerre et des pays sujets à des chocs climatiques récurrents), où la livraison de vivres et d'articles non alimentaires n'est pas une opération facile et où l'envergure des besoins peut varier considérablement en peu de temps¹⁸. Le PAM est par ailleurs souvent bien coté dans le domaine de la transparence financière. Ainsi, l'International Aid Transparency Initiative (IATI), qui établit un classement influent des 381 organisations internationales impliquées dans l'aide et le développement, a classé le PAM au premier rang pour sa transparence financière¹⁹.
19. Le nouveau cadre conceptuel de résultats du PAM présenté à la section III s'inspire des constatations formulées en interne à l'issue de l'examen à mi-parcours, de l'étude d'évaluabilité du Plan stratégique pour 2014-2017 et des principales évaluations de 2014 et 2015. Il prend également en compte les examens et évaluations externes ainsi que les recommandations de l'Examen quadriennal complet.

¹⁷ Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales. 2013. [WFP 2013 Report Vol. 1](#), p. 12.

¹⁸ Ministère britannique du développement international (DFID). 2016. *Multilateral Aid Review 2015*. Londres.

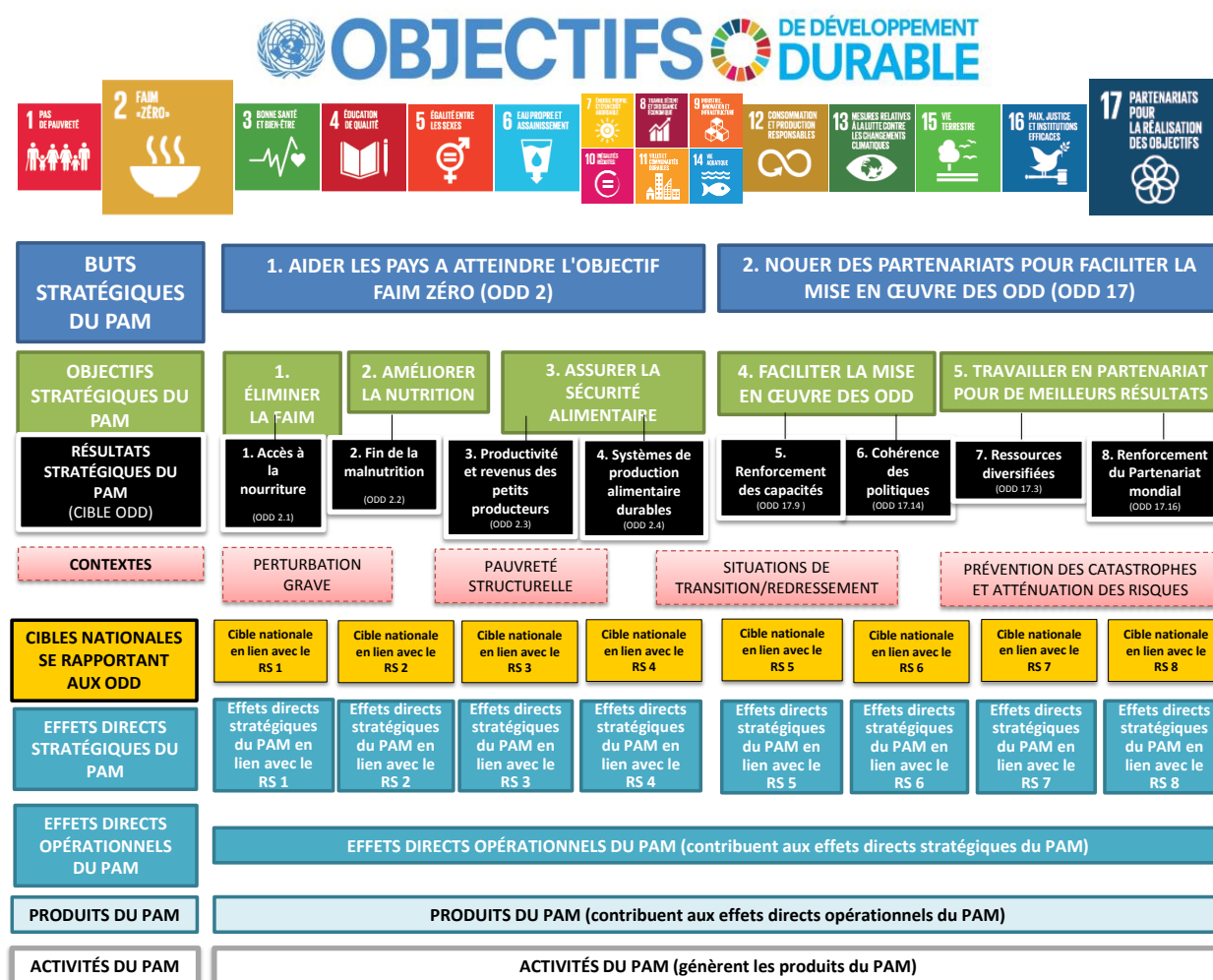
¹⁹ Pour visualiser le classement de l'IATI, allez sur cette [page](#) et cliquez deux fois sur le mot "Score" en haut du tableau.

III. Le PAM au service du Programme 2030

L'ambition du PAM et ses buts

20. Le PAM souscrit pleinement au projet décrit dans le Programme 2030 d'un monde libéré de la faim, s'inscrivant dans un contexte de développement durable, équitable et écologiquement responsable. C'est un projet mondial et universel, déterminé à ne laisser personne de côté. Compte tenu de sa propre histoire et de son mandat, et reconnaissant que les 17 ODD sont étroitement imbriqués, le PAM a choisi d'en privilégier deux – le deuxième, qui a pour finalité d'éliminer la faim, et le dix-septième, qui vise à établir des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD – tout en contribuant à la réalisation d'autres ODD en fonction du contexte et des priorités nationales. Ce choix correspond au double mandat du PAM tel qu'il est énoncé dans la résolution 1714 adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies²⁰ en 1961 et aux définitions ultérieures de sa mission; il est à la mesure des points forts, des capacités et du potentiel du PAM dont témoignent son programme de travail et les demandes de prestations de services techniques et opérationnels, de services communs et de capacités qui lui ont été adressées. Dans le cadre de ses opérations, le PAM continuera de s'attacher en priorité à sauver des vies et à préserver les moyens d'existence en situation d'urgence, en exploitant les nombreux atouts qui sont notoirement les siens dans les contextes humanitaires et les situations de crise. La figure 1 ci-après présente le cadre de résultats du Plan stratégique pour 2017-2021.

Figure 1: Cadre de résultats du Plan stratégique du PAM pour 2017-2021



²⁰ A/RES/1714 (XVI). Il est notamment indiqué ce qui suit au paragraphe 10 de la résolution:

"Dans l'administration du Programme, il conviendra de veiller:

21. Le PAM mettra en œuvre son Plan stratégique pour 2017-2021 en se conformant aux dispositions de ses documents de politique générale, compilés en un recueil des politiques relatives au Plan stratégique²¹. Il s'agit notamment des documents intitulés "Principes humanitaires"²² (2004) et "Le rôle du PAM en matière de consolidation de la paix dans les situations de transition"²³ (2013), qui réaffirment tous deux qu'au moment de faire face à une crise humanitaire, le PAM verra systématiquement son action guidée par les principes humanitaires que sont l'humanité, l'impartialité, la neutralité et l'indépendance opérationnelle, et il comptera que ses partenaires et tous les autres acteurs respectent la nature humanitaire de son travail.
22. Les autres documents de politique générale pertinents au regard du Plan stratégique pour 2017-2021 sont ceux intitulés "Politique du PAM en matière de protection humanitaire"²⁴ (2012) et "Politique en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020)"²⁵, qui présentent la vision stratégique prévue pour le PAM afin qu'il puisse prendre en compte, dans l'ensemble de son travail et de ses activités, les préoccupations liées à la protection humanitaire, ainsi que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Pour mettre en œuvre le Plan stratégique pour 2017-2021, les bureaux de pays s'inspireront du document intitulé "Politique de renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition"²⁶, qui indique comment une approche de la programmation axée sur le renforcement de la résilience contribue à atténuer les effets préjudiciables des chocs et des facteurs perturbateurs avant, pendant et après les crises, permettant ainsi d'alléger autant que possible la souffrance humaine et de réduire les pertes économiques. Les documents intitulés "Politique en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire"²⁷ (2015) et "Révision de la politique en matière d'alimentation scolaire"²⁸ (2013) sont également pertinents.
23. Le recueil est actualisé chaque année et soumis au Conseil, pour information, à sa deuxième session ordinaire. Il indique les politiques qui ont été remplacées par de nouvelles, et relève les éventuelles lacunes et les documents nécessitant une mise à jour en cas d'adoption d'un nouveau plan stratégique – par exemple, la politique en matière de nutrition²⁹ et la stratégie du PAM en matière de personnel³⁰, qui est un "cadre de gestion du personnel pour mettre en œuvre le Plan stratégique du PAM". Les documents exposant les politiques institutionnelles concernant l'impact sur l'environnement et les mesures d'assistance alimentaire liées aux changements climatiques seront également présentés au Conseil pour approbation pendant la période couverte par le présent Plan stratégique.

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

24. Le but stratégique 1 rejoint l'ODD 2 – Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable. L'ODD 2 repose sur l'idée que la faim a des dimensions multiples et interdépendantes. Son élimination constitue de ce fait un enjeu multisectoriel, et des partenariats multipartites seront nécessaires pour qu'il soit possible de progresser en même temps sur la voie de la réalisation des différents volets de l'ODD2, de

a) à établir, à l'échelle mondiale, des procédures appropriées et méthodiques pour faire face à des besoins alimentaires d'urgence et aux besoins de crise inhérents à la malnutrition chronique (ce qui pourra comprendre la constitution de réserves alimentaires);

b) à collaborer aux programmes d'alimentation scolaire et préscolaire;

c) à mettre en œuvre les projets pilotes comportant l'utilisation multilatérale des denrées alimentaires aux fins du développement économique et social, en particulier dans le cas de programmes comportant une utilisation intensive de main-d'œuvre et de programmes de bien-être rural."

²¹ WFP/EB.2/2016/XX.

²² WFP/EB.1/2004/4-C.

²³ WFP/EB.2/2013/4-A/Rev.1.

²⁴ WFP/EB.1/2012/5-B/Rev.1.

²⁵ WFP/EB.A/2015/5-A.

²⁶ WFP/EB.A/2015/5-C.

²⁷ WFP/EB.A/2015/5-D.

²⁸ WFP/EB.2/2013/4-C.

²⁹ WFP/EB.1/2012/5-A.

³⁰ WFP/EB.2/2014/4-B.

manière coordonnée et concertée. Bien qu'il emprunte au vocabulaire de tous les jours plutôt qu'à des définitions techniques, l'ODD 2 englobe les quatre dimensions de la "sécurité alimentaire" telle qu'elle a été définie lors du Sommet mondial de l'alimentation en 1996³¹:

- *Éliminer la faim* – **accès** tout au long de l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante (cible 1).
 - *Améliorer la nutrition* – consommation d'un régime adéquat sur le plan nutritionnel et mesures complémentaires visant à faciliter l'utilisation des aliments (cible 2).
 - *Assurer la sécurité alimentaire* – **disponibilité** d'aliments sains, nutritifs et suffisants (cible 3) et **stabilité** des systèmes de production alimentaire (cible 4).
 - *Promouvoir l'agriculture durable* – **stabilité** des systèmes de production alimentaire (cible 4) et des intrants (cible 5).
25. Ensemble, les quatre volets de l'ODD 2 définissent le projet Faim zéro et fournissent des critères pour en mesurer les avancées. Le PAM mettra l'accent sur les trois premiers éléments de l'ODD 2 et les quatre premières cibles, d'autres acteurs ayant le mandat et les capacités de promouvoir une agriculture durable et d'améliorer la diversité génétique des semences, des cultures et des animaux.
26. Bien que l'ODD 2 relève fondamentalement du mandat du PAM, il faudra établir des partenariats pour avancer car un seul organisme ou entité ne saurait s'approprier aucun ODD. Ces partenariats devront rallier et dépasser tous les secteurs et domaines de compétences concernés – tant dans les pays que parmi leurs partenaires, comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), la FAO et le FIDA. Le PAM nouera aussi des alliances stratégiques avec des partenaires qui appuieront le travail de plaidoyer et d'élaboration de politiques et qui œuvreront à faire mieux comprendre l'ODD 2.
27. Tout comme les progrès accomplis dans le cadre de l'ODD 2 contribuent à faire progresser de nombreux autres ODD, l'ODD 2 profite des avancées d'autres ODD et des investissements consacrés à ceux-ci.

Principaux ODD en rapport avec l'ODD2

- *ODD 5 – Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles*: L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes concernent tous les aspects du développement et du bien-être humain. Le rôle que jouent les femmes dans la lutte contre la faim est connu: elles nourrissent leur famille, produisent et vendent des denrées alimentaires et ont un rôle déterminant à jouer pour briser le cycle intergénérationnel de la faim. Pourtant, dans beaucoup de pays, les femmes et les filles subissent de manière disproportionnée les effets des catastrophes et des changements climatiques, en raison des coutumes et d'une répartition inéquitable des rôles, des ressources et du pouvoir. Pour que le Programme 2030 puisse se réaliser, il faut mettre un terme aux discriminations, à la violence et aux pratiques préjudiciables envers les femmes et les filles, et veiller à la participation pleine et entière des femmes à la prise de décisions à tous les niveaux. Les femmes et les hommes devraient non seulement jouir de l'égalité d'accès aux ressources et de l'égalité des chances, mais aussi se voir donner les moyens d'en profiter. L'équité du traitement des deux sexes est essentielle à l'élimination de la faim.
- *ODD 16 – Promouvoir la paix, la justice et des institutions solides*: Partout dans le monde, les conflits bouleversent l'activité agricole et la production alimentaire. Les combats, qui contraignent des millions de personnes à fuir leur foyer, provoquent des crises alimentaires lorsque les personnes déplacées ou les réfugiés n'ont plus aucun moyen de se nourrir et se retrouvent à vivre dans des conditions qui favorisent la propagation de maladies. Les peuples victimes de violences, d'exploitation et d'abus, qui ont peu, voire pas, accès à la justice, sont souvent aussi les plus vulnérables et les plus exposés à l'insécurité alimentaire. La faim suscite et aggrave les risques d'atteinte à la sûreté et à la dignité des personnes, et ces mêmes risques pèsent sur leur accès à la nourriture. Il est indispensable de lutter contre la faim et de

³¹ Sommet mondial de l'alimentation, 1996. [Déclaration de Rome sur la sécurité alimentaire mondiale](#). Rome.

promouvoir des systèmes et des mécanismes transparents et participatifs pour faire cesser ces violations des droits. Parallèlement, la faim peut contribuer à déclencher un conflit ou à le réactiver.

Accès

- *ODD 1 – Éliminer la pauvreté:* Le manque de revenu est le facteur déterminant pour de nombreuses personnes en situation d'insécurité alimentaire. Très peu de producteurs vivriers dans le monde peuvent s'assurer une alimentation nutritive suffisante. Il faut des marchés et des revenus pour que tout le monde, en tout lieu, puisse avoir accès à l'alimentation nutritive nécessaire pour vivre en bonne santé. Lorsqu'une personne ne peut pas travailler – quelle qu'en soit la raison: chômage, maladie, âge, inégalités entre les sexes ou handicap – elle doit pouvoir compter sur des moyens de protection sociale appropriés pour avoir, ainsi que sa famille, de quoi se nourrir. Les filets de sécurité fondés sur une assistance conditionnelle, comme les programmes de repas scolaires, assurent un transfert de revenu mais apportent aussi d'autres avantages tels qu'une meilleure nutrition et une éducation pour les enfants.
- Les autres objectifs propres à faciliter l'accès à l'alimentation sont l'ODD 8 qui promeut une croissance économique soutenue et partagée et l'ODD 10 qui porte sur la réduction des inégalités.

Nutrition

- *ODD 6 – Garantir l'accès à l'eau propre et à l'assainissement et ODD 3 – Permettre de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être:* Ces deux objectifs interviennent dans l'amélioration de la nutrition. L'accès à l'eau propre et à l'assainissement empêche la propagation des diarrhées et des maladies d'origine hydrique. Certaines maladies inhibent l'assimilation de certains aliments, ouvrant ainsi la voie à la malnutrition: pour être efficace, le traitement antirétroviral dans la lutte contre le VIH exige une bonne nutrition.
- *ODD 4 – Assurer une éducation de qualité:* L'éducation renforce la capacité d'adapter son comportement, notamment pour ce qui est de la nutrition, de l'hygiène, de l'assainissement et des pratiques de santé, et permet de demander des services appropriés. Parce qu'ils font partie des services essentiels visant la santé et la nutrition des élèves, les programmes de repas scolaires permettent de faire en sorte que les enfants aient accès à l'éducation et d'appuyer la réalisation des cibles fixées en matière d'amélioration de l'éducation, en dépit des crises ou de la pauvreté chronique, en plus de concourir à améliorer la nutrition en offrant des produits frais et enrichis sains. Accroître l'accès à une éducation de qualité et approvisionner les écoles en aliments nutritifs contribue à briser le cycle intergénérationnel de la faim.

Disponibilités alimentaires et marchés

- *ODD 13 – Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques:* Les risques climatiques touchent de manière disproportionnée les populations les plus pauvres, plus exposées à des catastrophes d'origine climatique qui aggravent le problème de la faim en détruisant les terres, le bétail, les cultures et les réserves alimentaires et en réduisant l'accès aux marchés. Les changements climatiques aggravent les menaces qui pèsent sur la santé, et partant, sur l'état nutritionnel des populations. Faute d'activités favorisant un développement rapide, inclusif et intelligent face aux changements climatiques, notamment des programmes agricoles climatiquement rationnels et des outils de gestion des risques climatiques similaires à la Mutuelle panafricaine de gestion des risques ou comme le programme 4R, qui intègrent des mesures de réduction des émissions et qui protègent les pauvres, la pauvreté et la faim ne cesseront de gagner du terrain d'ici à 2030³².

³² Banque mondiale. 2015. *Ondes de choc: Maîtriser les impacts du changement climatique sur la pauvreté*. Washington.

- *ODD 15 – Préserver les terres et les exploiter de manière responsable, et mettre fin à l'appauvrissement de la biodiversité:* Pour éliminer la faim d'ici à 2030, il faut aussi mettre un terme à la dégradation des terres, à la déforestation et à la désertification, et conserver et restaurer les écosystèmes terrestres tels que les forêts, les zones humides, les terres arides et les montagnes d'ici à 2020. Il faudra mettre en œuvre des pratiques agricoles durables et résilientes pour accroître la productivité des petits exploitants, et recourir davantage à l'emploi rural non agricole et à la migration planifiée pour appuyer l'accès à l'alimentation et atténuer ainsi la pression sur la terre, tout en s'attaquant aux problèmes susceptibles de nuire à la sécurité alimentaire.
- *ODD 12 – Établir des modes de consommation et une production responsables:* Cet ODD repose sur l'idée que l'élimination de la faim passe par une réduction du volume des déchets et des pertes de produits alimentaires au niveau des exploitations agricoles et de l'ensemble de la filière commerciale. Les schémas de consommation influent aussi sur l'aptitude à s'attaquer aux problèmes liés à la nutrition.
- *ODD 7 – Garantir à tous l'accès à une énergie propre, à un coût abordable, ODD 9 – Bâtir une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation, ODD 11 – Faire en sorte que les villes et les communautés soient sûres et durables et ODD 14 – Conserver et exploiter de manière responsable les ressources marines:* Ces quatre objectifs s'appliquent également à la sécurité alimentaire.

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

28. Le but stratégique 2 est conforme à l'ODD 17 – Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser. Cet objectif porte sur les modalités de réalisation des ODD et mise sur les partenariats multipartites pour fomentier une action collective et cohérente qui fournisse l'appui financier et institutionnel et les connaissances nécessaires pour faciliter la mise en œuvre des ODD. L'objectif 17 appelle l'ensemble des parties prenantes à continuer d'acquérir des connaissances, d'innover et de se transformer, notamment dans le cadre de leur collaboration destinée à réaliser le Programme 2030. Ses 19 cibles reflètent les 7 domaines d'intervention définis dans le Programme d'action d'Addis-Abeba, et plus particulièrement ceux pouvant contribuer à l'élimination de la faim, à savoir: les investissements durables, notamment dans les secteurs de la protection sociale et de la réduction des risques de catastrophe; les partenariats avec le secteur privé; la coopération internationale pour le développement et plus particulièrement la coopération Sud-Sud; les problèmes systémiques; et la science, la technologie, l'innovation et le renforcement des capacités.
29. Étant donné l'importance fondamentale que revêtent la collaboration intersectorielle et la participation de toutes les parties prenantes à la réalisation du Programme 2030, le but stratégique 2 aborde à la fois la manière dont le PAM va mettre en œuvre les mesures nécessaires à la réalisation de l'ODD 2, et celle dont il va aider les autres parties prenantes à contribuer aux efforts déployés pour réaliser l'ensemble des ODD:
 - *Moyens de mise en œuvre –* contribuer à l'effort partenarial consenti pour renforcer les capacités et améliorer l'intégration et la cohérence des mesures mises en œuvre pour réaliser les ODD, en s'attachant en particulier à faciliter l'établissement de plateformes consultatives, à fournir des services communs, à favoriser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, à participer à des partenariats au niveau local, à fournir un appui aux centres d'excellence, et à réaliser des actions collectives avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'UNICEF, la Banque mondiale, la FAO, le FIDA et d'autres (cibles 9, 14 et 18 de l'ODD 17; et moyens de mise en œuvre 2a et 2c de l'ODD 2).
 - *Revitaliser les partenariats mondiaux –* aider les parties prenantes, notamment les organismes des Nations Unies, les organes régionaux, le secteur privé et les communautés locales, à se joindre à l'action collective menée pour réaliser les ODD, notamment à la faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, ainsi que de la fourniture de services communs (cibles 3, 6, 16 et 17 de l'ODD 17).

30. Pour contribuer à éliminer la faim, le PAM doit agir dans une optique systémique et contribuer à définir les modalités d'interaction et de communication des partenaires entre eux. La rapidité avec laquelle le PAM répond aux besoins d'aide humanitaire, sa capacité à innover et à apprendre, et son empressement à réagir lorsque ses partenaires font appel à lui sont des atouts incontestables du PAM qui facilitent l'action engagée par les partenaires pour faire face à des besoins humanitaires de plus en plus importants et complexes. Le Programme d'action d'Addis-Abeba appelle l'attention sur le fait qu'une multiplicité de parties prenantes, y compris le secteur privé, ont un rôle indispensable à jouer pour que les innovations et les transformations qui, avec les interventions humanitaires, sont nécessaires à la réalisation du Programme 2030 puissent se concrétiser³³.
31. Poussant plus loin les progrès accomplis dans le cadre du Défi Faim zéro, le PAM élaborera des plateformes destinées aux activités de sensibilisation, de dialogue et de communication, qui viseront entre autres à exposer clairement et d'une seule voix la position du PAM au niveau mondial et national, et à mettre en place des mécanismes de communication visant à appuyer et mobiliser les partenaires, les parties prenantes et les partisans afin qu'ils œuvrent ensemble à la réalisation de l'objectif Faim zéro.
32. Le secteur privé prend déjà des mesures pour faire progresser le Programme 2030 tout en ouvrant des perspectives de croissance, de réduction des coûts et d'amélioration de la gestion des risques. Des technologies novatrices et de nouvelles approches en matière de résilience sont en cours d'élaboration, ainsi que des produits financiers, des plateformes et des services destinés au milliard de personnes les plus démunies. Le PAM a besoin de partenariats avec le secteur privé pour renforcer ses travaux dans différents domaines – chaîne de valeur et chaîne d'approvisionnement, enrichissement des produits alimentaires, aliments nutritifs spécialisés, services financiers destinés aux pauvres, et cartographie de la sécurité alimentaire. Il utilise par exemple la technologie de la téléphonie mobile pour évaluer et suivre la sécurité alimentaire en temps réel (mVAM). Le PAM et les parties prenantes peuvent, grâce aux partenariats avec le secteur privé, influencer positivement les pratiques, politiques et comportements institutionnels pour promouvoir la réalisation de l'ODD 2.
33. Le PAM, s'inspirant de sa stratégie institutionnelle en matière de partenariat³⁴, établit des partenariats dans cinq domaines clés: les ressources, les connaissances, la politique et la gouvernance, la sensibilisation, et les capacités. Il continuera de développer l'acquis déjà solide de ses partenariats avec les États membres, la Banque mondiale, la FAO, le FIDA, le PNUD, l'UNICEF, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et d'autres organismes des Nations Unies, les ONG et les communautés locales. Pour mieux contribuer à l'ODD 17, le PAM encouragera aussi la mise en place de partenariats transformateurs visant à faciliter la participation du secteur privé et d'autres intervenants et à leur permettre ainsi de jouer un rôle plus actif en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, mais il continuera de sélectionner ses partenaires et de collaborer avec eux en prenant les précautions voulues et en faisant preuve de la transparence nécessaire.

Objectifs stratégiques du PAM

34. En conformité avec ses deux buts stratégiques, le PAM a défini cinq Objectifs stratégiques qui se rapportent aux éléments des ODD 2 et 17 qu'il a retenus. Les Objectifs stratégiques serviront de cadre aux programmes et aux opérations du PAM et constitueront le lien entre les buts stratégiques et les résultats stratégiques qui, pour leur part, connectent le PAM aux efforts nationaux et mondiaux par le biais des cibles pertinentes des ODD 2 et 17.

³³ Document final de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement: Programme d'action d'Addis-Abeba, Addis-Abeba, 13-16 juillet 2015. A/CONF.227/L.1.

³⁴ La stratégie institutionnelle du PAM en matière de partenariat pour 2014-2017 (WFP/EB.A/2014/5-B) définit le partenariat comme suit: "[...] des relations de collaboration entre acteurs, qui permettent d'obtenir de meilleurs résultats pour les bénéficiaires en: combinant et utilisant au mieux des ressources complémentaires; en travaillant ensemble de manière transparente, équitable et mutuellement bénéfique; et en partageant les risques, les responsabilités et les obligations redditionnelles. Pour réaliser des objectifs (objectifs collectifs du partenariat et individuels des différentes parties) impossibles à atteindre seul de manière aussi efficiente, efficace ou novatrice, et lorsque la valeur ajoutée est supérieure aux coûts de transaction occasionnés."

35. Le fait que le PAM tienn compte des questions d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans tous ses domaines d'activité est particulièrement important car les femmes ont un rôle primordial à jouer vis-à-vis de tous les ODD; de nombreuses cibles font apparaître ces deux points à la fois comme un objectif à atteindre et comme un élément de la solution. Le PAM veillera à ce que les femmes et les hommes participent sur un pied d'égalité à l'élaboration, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de programmes et de politiques propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes, et il s'emploiera à promouvoir dans le cadre de son travail la participation des femmes et des filles à la prise de décisions. Le PAM s'attachera plus spécialement à atténuer et à prévenir les violences, et pour ce faire, il contribuera à mettre un terme aux discriminations sexistes et aux pratiques préjudiciables envers les femmes et les filles. Outre qu'il s'impliquera en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, le PAM fera en sorte de tenir compte dans toutes ses activités des préoccupations liées à la protection humanitaire et de la responsabilité à l'égard des populations touchées. Il fera attention aux vulnérabilités particulières de différents groupes, notamment les femmes, les hommes, les filles, les garçons, les personnes âgées et les personnes handicapées, entre autres.

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim [en préservant l'accès à l'alimentation]

36. Le PAM participera à l'effort collectif engagé pour préserver l'accès de chacun, et plus particulièrement des personnes les plus vulnérables, à l'alimentation suffisante, nutritive et saine nécessaire pour subsister et mener une vie saine et productive. Pour réaliser cet objectif stratégique, le PAM collaborera avec le HCR, l'UNICEF, le PNUD, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, la Banque mondiale, la FAO, le FIDA et d'autres partenaires, et il s'emploiera à renforcer les systèmes nationaux chaque fois que possible. S'agissant des interventions humanitaires, les autres grands partenaires du PAM seront le Comité international de la Croix-Rouge, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, et des ONG nationales et internationales.
- Dans des situations de conflit, de catastrophe naturelle ou d'autres contextes d'urgence, les opérations de secours humanitaire du PAM sauvent des vies et préservent les moyens d'existence en assurant l'accès des populations à une nourriture saine, nutritive et suffisante, souvent dans des conditions difficiles et dangereuses. Intervenir à bon escient est l'une des compétences primordiales du PAM.
 - Pour faire en sorte que chacun ait accès à tout moment à une alimentation suffisante, nutritive et saine, le PAM ne peut se contenter de mettre en œuvre des opérations directes là où elles sont nécessaires; il doit également aider les pays à renforcer leurs capacités de réaction aux catastrophes – réduction des risques, prévention, préparation et intervention.
 - Reconnaissant que la difficulté d'accéder à une nourriture saine, nutritive et suffisante est un problème majeur pour la plupart des personnes souffrant de la faim dans le monde, le PAM continuera d'appuyer des programmes de filets de sécurité destinés à lutter contre la faim, tels que les repas scolaires, ainsi que des programmes de filets de sécurité fondés sur des activités productives qui préservent l'accès de chacun à la nourriture tout en améliorant la nutrition et les moyens d'existence et en encourageant la création d'actifs.
 - Fort de sa grande expérience dans le domaine de l'appui à différents régimes de protection sociale tout autour du monde, le PAM s'emploiera à renforcer les capacités des gouvernements à mettre en place les mesures de protection sociale nécessaires pour préserver l'accès de chacun à une alimentation adéquate, nutritive et saine.

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

37. Le PAM participera aux efforts collectifs qui doivent être déployés conjointement et de manière coordonnée pour parvenir à mettre un terme à toutes les formes de malnutrition, et il aidera les gouvernements à consolider les capacités nationales de mise en œuvre d'activités nutritionnelles multisectorielles. Il renforcera en outre les partenariats avec d'autres acteurs des secteurs public et privé, et il continuera de participer à la gouvernance en matière de nutrition et d'œuvrer à l'échelle des pays par l'intermédiaire de plateformes pluripartites telles que le Comité permanent de la nutrition des Nations Unies, le CSA, le mouvement "Renforcer la nutrition" et l'approche Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants. Pour réaliser cet objectif

stratégique, le PAM collaborera avec l'UNICEF, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida, le HCR, la Banque mondiale, la FAO et le FIDA, entre autres partenaires. S'agissant des interventions humanitaires, le PAM travaillera par l'intermédiaire des mécanismes de coordination pertinents, comme le module de la nutrition du Comité permanent interorganisations, en collaboration avec des partenaires parmi lesquels des ONG internationales et nationales.

- Concourir à éliminer la malnutrition, notamment dans les contextes où celle-ci représente une charge ou un risque importants, est un volet essentiel du travail du PAM. La malnutrition a un impact immense sur le développement humain puisqu'elle contribue à perpétuer la pauvreté et l'inégalité en entretenant le cycle intergénérationnel de la faim.
- Le PAM aidera les pays à suivre des approches axées spécifiquement sur la nutrition, qui contribuent à la prestation de services nutritionnels de qualité pour ce qui est de traiter et prévenir la malnutrition. Il privilégiera une approche axée sur la prévention de la malnutrition mettant l'accent sur la facilitation de l'accès des groupes vulnérables à l'alimentation nutritive dont ils ont besoin, contribuant ainsi à jeter les bases d'un développement durable.
- Le PAM utilisera l'ensemble de son assistance et de ses activités pour s'efforcer d'améliorer les résultats dans le domaine de la nutrition, en développant les approches attentives aux questions nutritionnelles et en travaillant avec des partenaires à la faveur d'approches complémentaires et multisectorielles – portant notamment sur la consolidation des systèmes de protection sociale, le renforcement de la résilience, l'amélioration de la santé et de l'éducation, l'accroissement de la productivité des petits exploitants, la réduction des pertes après récolte et la fourniture de services d'assainissement et d'hygiène.
- Reconnaissant que l'état nutritionnel est influencé par des facteurs multisectoriels et transversaux, qui à leur tour ont une incidence sur lui, le PAM élaborera des programmes traduisant une bonne connaissance de la façon dont la nutrition est compromise par les inégalités entre les sexes et le manque d'autonomisation des femmes, ainsi que d'autres facteurs intersectoriels de la malnutrition.

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

38. Le PAM se concentrera sur les personnes et les communautés les plus vulnérables et aidera ses partenaires à promouvoir les moyens d'existence et le renforcement de la résilience pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition ainsi que l'adaptation aux changements climatiques, et pour renforcer la durabilité et la résilience des systèmes de production alimentaire. Il continuera de collaborer étroitement avec la FAO et le FIDA pour établir des stratégies conjointes, les mettre en œuvre et mener des campagnes de sensibilisation, notamment dans les domaines en lien avec l'appui à apporter aux efforts faits par les pays pour viabiliser la production alimentaire, où le PAM compte sur les atouts incontestables de la FAO et du FIDA, entre autres. Pour réaliser cet objectif stratégique, le PAM collaborera aussi avec le PNUD, le HCR, la Banque mondiale et le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNISDR), entre autres, pour appuyer les programmes et services nationaux. Il participera à des dispositifs de coordination tels que le CSA et le Réseau d'information sur la sécurité alimentaire. Parmi ses principaux partenaires figurent également des ONG nationales et internationales.

- Les situations de crises récurrentes où les communautés exposées à l'insécurité alimentaire vivent dans des environnements dégradés ou fragiles et sont soumises à des chocs très importants constituent indiscutablement un obstacle majeur à la réalisation de l'objectif Faim zéro. Le PAM aura recours à des outils analytiques pour faciliter la compréhension intersectorielle des risques de catastrophe et des possibilités d'améliorer les moyens d'existence, la résilience face aux aléas climatiques, et la nutrition. Ce processus analytique aidera les partenaires à engager une action soutenue pour renforcer la résilience au service de la sécurité alimentaire et la nutrition. D'autres outils analogues aideront les partenaires à assister les communautés en situation de conflit et de déplacement prolongés en guidant les efforts faits pour améliorer leur résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

- De par sa longue expérience de l'action humanitaire et de l'aide au développement, le PAM dispose d'atouts solides pour étayer le renforcement de la résilience au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il appuiera les activités de réduction des risques de catastrophe et de résilience face aux aléas climatiques visant la réalisation de l'objectif Faim zéro. Pour ce faire, il utilisera des outils climatologiques et financiers novateurs pour coupler les systèmes d'alerte rapide aux mécanismes d'intervention rapide, et mettra en œuvre des programmes destinés à créer des biens productifs, promouvoir la production d'aliments diversifiés sur le plan nutritionnel, varier les stratégies de subsistance et régénérer les ressources naturelles.
- Accroître les débouchés et les perspectives de productivité et de subsistance des petits exploitants constitue un moyen très efficace d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Les programmes du PAM qui visent à faciliter l'accès des petits exploitants aux marchés agricoles tirent parti de l'impact de ses achats et de ses compétences techniques dans le domaine des marchés agricoles, ainsi que de celles d'autres acheteurs publics et privés, contribuant ainsi à mettre en place des systèmes de production alimentaire résilients, à produire des aliments diversifiés sur le plan nutritionnel, à améliorer la gestion après-récolte, et à promouvoir durablement le développement de filières commerciales et institutionnelles au profit des petits exploitants³⁵.
- D'un point de vue stratégique, le PAM investira dans le renforcement des capacités des ONG locales et nationales, des organisations paysannes et d'autres organisations communautaires pertinentes afin d'aider les communautés à mener durablement leur propre combat contre la faim et contribuer à la réalisation de l'ODD 2.

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

39. En plus d'appuyer spécifiquement le renforcement des capacités au titre des Objectifs stratégiques évoqués ci-dessus, le PAM favorisera les partenariats dans le but de consolider les capacités des pays, d'assurer la cohérence des politiques et de l'action, d'encourager un grand nombre d'intervenants à participer à la mise en œuvre des ODD et de promouvoir l'innovation pour contribuer à la réalisation de tous les ODD.
- Le PAM participera au renforcement des capacités des gouvernements pour que ceux-ci mettent en œuvre les plans de réalisation de l'objectif Faim zéro et les plans nationaux de réalisation des ODD; à cet effet, il financera et appuiera des activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, et assurera la fourniture de services communs. Le PAM concentrera son action sur les secteurs où ses compétences sont reconnues par les intervenants nationaux et les partenaires dans le pays, comme indiqué dans le PSP.
 - Afin qu'il n'y ait aucun laissé pour compte, il est indispensable de disposer de données de grande qualité, dûment ventilées, pour pouvoir programmer des activités appropriées en se fondant sur des données factuelles. Le PAM mobilisera son réseau sans égal d'analystes de la sécurité alimentaire pour faciliter la collecte de données fiables et renforcer les capacités de manière à ce que ces données puissent être diffusées en temps voulu, notamment celles concernant l'analyse de l'insécurité alimentaire, de la nutrition, de la vulnérabilité, des risques et de l'impact.

³⁵ S'appuyant sur sa politique de 2006 relative aux achats de produits alimentaires dans les pays en développement et ses plans stratégiques pour 2008-2013 et 2014-2017, le PAM s'est attaché à renforcer sa capacité à exploiter le lien entre ses pratiques d'achats et l'amélioration de l'accès des petits exploitants aux marchés, et à généraliser les enseignements et les meilleures pratiques au sein de l'organisation. Poursuivant sur cette voie, le PAM cherchera à mieux faire comprendre et à encourager les réformes de fond, l'innovation au niveau institutionnel, et l'investissement requis pour lutter contre la faim, en se concentrant sur les aspects des systèmes de production alimentaire relatifs à la demande. Opérant à la croisée des chemins, avec d'un côté les marchés commerciaux de produits alimentaires et de l'autre l'intérêt général que représente l'assistance alimentaire, le PAM peut, par l'intermédiaire de sa demande en matière de produits alimentaires et de systèmes de production alimentaire, contribuer directement ou indirectement à renforcer la performance de ces systèmes, et partant, promouvoir une croissance agricole sans exclusive, des transformations sociales et économiques durables et contribuer à diffuser la sécurité alimentaire. À cet égard, le PAM s'engage, d'ici à la fin de la période couverte par le présent Plan stratégique (2021), à se procurer directement auprès de petits exploitants au moins 10 pour cent des produits qui lui sont nécessaires.

- Le PAM contribuera et participera activement au dialogue à l'échelle nationale et régionale portant sur les buts et les cibles pertinents eu égard à l'ODD 2, y compris les principaux liens, d'ordre politique ou programmatique, entre l'ODD 2 et d'autres buts, relatifs notamment à l'éducation, à l'atténuation de la pauvreté, aux changements climatiques, à la paix et la justice, à la santé ou encore à la problématique hommes-femmes.

Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD

40. Le PAM fournira des services communs, mettra à disposition des plateformes partagées et facilitera l'accès des parties prenantes aux ressources, au savoir-faire, aux connaissances et aux réseaux dont elles ont besoin pour réaliser tous les ODD.

- L'un des grands atouts du PAM est son aptitude à faire face promptement à des crises complexes qui évoluent rapidement et à transposer prestement les interventions à plus grande échelle, grâce à de vastes opérations dans les domaines de la logistique, de la chaîne d'approvisionnement et des télécommunications. Les services communs fournis par le PAM dans ce cadre jouent un rôle crucial dans les opérations conduites au niveau national, régional et mondial pour faire face aux crises humanitaires. Le PAM continuera d'assurer des services rapides et de qualité en tant qu'organisation responsable des modules de la logistique et des télécommunications d'urgence du Comité permanent interorganisations, en sa qualité de gestionnaire du Réseau d'entrepôts de fournitures humanitaires des Nations Unies et des Services aériens d'aide humanitaire des Nations Unies, et en apportant des solutions techniques durables aux besoins humanitaires.
- Le PAM mettra au point et perfectionnera des plateformes d'exécution communes pour les transferts de type monétaire, les capacités d'achat à l'échelle du pays et d'autres initiatives analogues visant à appuyer la mise en œuvre des ODD par les gouvernements, les partenaires des Nations Unies et d'autres parties prenantes. Ces plateformes communes exploitent des dispositifs déjà mis en place par le PAM pour assurer les transferts de type monétaire et contribuent à améliorer le rapport coût-efficacité des interventions dans le cadre desquelles certaines personnes sont les bénéficiaires de multiples transferts. Elles simplifient les processus, limitent les risques de chevauchement, de fraude et d'abus, et améliorent l'efficacité des mécanismes de vérification et de suivi. Les plateformes communes profitent non seulement aux parties prenantes engagées dans l'action humanitaire ou gérant les filets de sécurité, mais aussi aux gouvernements et aux donateurs qui demandent la réalisation d'économies d'échelle et la mise en place de mécanismes d'exécution communs pour mieux venir en aide aux bénéficiaires.
- Le PAM appuiera les actions partenariales privilégiant l'innovation et l'apprentissage permanents pour répondre aux multiples problèmes que pose le développement durable, y compris à la faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire; il tirera profit à cet égard de sa présence dans plus de 80 pays.''' La collaboration permet d'avoir accès à des ressources, du savoir-faire, des connaissances et des réseaux indispensables à la réalisation des ODD. Le Programme 2030 convient qu'il faut faire preuve à cet égard de souplesse et d'innovation. En facilitant la mise en œuvre de ce Programme, le PAM aidera les pays à mobiliser durablement davantage de ressources utilisables de façon souple, en s'appuyant notamment sur des partenariats public-privé novateurs.

Résultats stratégiques et effets directs stratégiques du PAM

41. Les résultats stratégiques du PAM, qui sous-tendent les capacités et le mandat du PAM tels qu'ils sont reflétés dans ses Objectifs stratégiques, permettent au PAM de répondre à ce dont les pays ont besoin plutôt que de se concentrer sur ce que lui peut leur fournir. Les résultats stratégiques sont calqués sur les cibles des ODD 2 et 17 qui correspondent au mandat et aux capacités du PAM; ils contribuent à éliminer la faim et à promouvoir les partenariats pour parvenir au développement durable. En se conformant à ces cibles, les résultats stratégiques synchronisent l'appui apporté par le PAM avec les efforts consentis au niveau national et mondial au regard des ODD. Les résultats stratégiques du PAM seront mesurés au moyen des indicateurs des cibles des ODD correspondantes (voir l'annexe I) tels que les a définis l'Assemblée générale des Nations Unies; dans chaque pays, c'est donc le gouvernement qui les mesurera.

42. Les résultats stratégiques du PAM sont présentés ci-après. Il importe de noter qu'ils mettent en lumière les domaines dans lesquels le PAM peut apporter une valeur ajoutée compte tenu de ses capacités, de son mandat et de l'expérience acquise dans le cadre de ses opérations, comme indiqué pour chaque Objectif stratégique. Ces résultats stratégiques ne signifient pas que le PAM devrait diriger les activités ou assumer un rôle de chef de file au niveau mondial dans les domaines concernés. Ils ne se rapportent pas à des atouts qui s'excluent mutuellement, ni à des avantages que le PAM aurait par rapport à d'autres partenaires. Au contraire, ils ont trait aux capacités et atouts qu'a le PAM pour ce qui est de contribuer, aux côtés des partenaires, aux efforts faits sur le plan national, et d'intervenir dans différents contextes pour concourir à éliminer la faim et à renforcer les capacités.

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture. D'ici à 2030, chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, aura accès toute l'année à une alimentation suffisante, nutritive et saine (Cible 1 de l'ODD 2, Objectif stratégique 1).

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition. D'ici à 2030, personne ne souffrira de malnutrition; et d'ici à 2025, les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs au retard de croissance et à l'émaciation chez les enfants seront atteints (Cible 2 de l'ODD 2, Objectif stratégique 2).

Résultat stratégique 3: La sécurité alimentaire et la nutrition des petits exploitants s'améliorent. D'ici à 2030, les revenus et la productivité des petits exploitants sont plus élevés qu'en 2015, contribuant ainsi à l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition (Cible 3 de l'ODD 2, Objectif stratégique 3).

Résultat stratégique 4: Les systèmes de production alimentaire sont durables. D'ici à 2030, les systèmes de production alimentaire seront durables et recourront à des pratiques résilientes qui contribuent à la préservation des écosystèmes et renforcent les capacités d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes et autres catastrophes, et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols (Cible 4 de l'ODD 2, Objectif stratégique 3).

Résultat stratégique 5: Les pays ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD. L'appui international apporté au renforcement des capacités, dans le cadre notamment de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, contribue à la fourniture de services communs, améliore la mise en œuvre des plans nationaux de réalisation des ODD, en misant davantage sur les transferts de technologie, l'innovation, la collecte de données et leur qualité, et le partage des connaissances (Cible 9 de l'ODD 17, Objectif stratégique 4).

Résultat stratégique 6: Les politiques appuyant le développement durable sont cohérentes. Les politiques élaborées pour éliminer la faim et promouvoir le développement durable sont cohérentes et soutiennent les efforts collectifs mis en œuvre pour parvenir au développement durable dans toutes ses dimensions (Cible 14 de l'ODD 17, Objectif stratégique 4).

Résultat stratégique 7: Les pays en développement ont accès à toute une gamme de ressources financières qu'ils investissent dans le développement. Des ressources financières supplémentaires de diverses provenances permettent aux pays en développement d'engager des activités cohérentes et durables pour réaliser les ODD (Cible 3 de l'ODD 17, Objectif stratégique 5).

Résultat stratégique 8: Le partage des connaissances, du savoir-faire et de la technologie renforcent l'appui apporté par les partenariats mondiaux aux activités menées par les pays en vue de réaliser les ODD. Dans des situations humanitaires ou autres, et lorsque ses partenaires le lui demandent, le PAM fournit des services communs, mobilise et partage ses connaissances, son savoir-faire, sa technologie et ses ressources financières, y compris à la faveur de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire (Cible 16 de l'ODD 17, Objectif stratégique 5).

43. Les cibles des ODD définies au niveau national seront en fait une reformulation des cibles mondiales adaptées au contexte local. Guidé par ses résultats stratégiques, et prenant en considération le contexte et les priorités locaux, le PAM contribuera à la réalisation des cibles nationales des ODD par le biais d'une série d'effets directs stratégiques correspondant à chacun

des résultats stratégiques. Les effets directs stratégiques correspondent aux résultats à la réalisation desquels le PAM contribue par son assistance; ils permettent de déterminer quels sont les populations, les institutions et les systèmes cibles à appuyer. Ces effets directs stratégiques reprennent les résultats stratégiques en les reformulant de manière à en resserrer la perspective et à les adapter au contexte local. Leur libellé reflète celui des cibles nationales des ODD à la réalisation desquelles le PAM contribuera, en collaboration avec les partenaires nationaux et les organismes des Nations Unies; les résultats obtenus au regard de ces cibles seront mesurés par les indicateurs nationaux correspondant aux cibles des ODD 2 et 17. Les effets directs stratégiques seront formulés au niveau des pays et adaptés aux besoins et aux priorités locaux, et ils emprunteront à la terminologie utilisée par l'équipe de pays des Nations Unies pour la formulation de ses effets directs stratégiques.

44. Parce que les effets directs stratégiques sont le reflet de la situation et de la dynamique existant dans un pays, leur formulation doit être adaptée au contexte national, susciter l'adhésion des acteurs nationaux et infranationaux et être manifestement conforme aux priorités et buts nationaux. Si les effets directs stratégiques sont formulés différemment d'un pays à l'autre, chacun est clairement lié à la réalisation d'une cible nationale des ODD et partant, d'un résultat stratégique du PAM. Il importe de préciser que le PAM ne peut obtenir seul les effets directs stratégiques recherchés – leur réalisation nécessitera une action coordonnée et concertée renforcée, menée sous la houlette des parties prenantes gouvernementales et faisant intervenir tous les partenaires. Les effets directs stratégiques sont expliqués plus en détail dans la politique en matière de planification stratégique par pays, et l'annexe II du présent document contient des exemples d'effets directs stratégiques se rapportant aux différents résultats stratégiques, ainsi que d'interventions susceptibles d'être menées pour atteindre ces résultats.
45. Les effets directs stratégiques du PAM se rapportent aux cibles nationales des ODD dans un cadre de résultats solide – suivant les recommandations de l'Examen quadriennal complet et les décisions du Conseil économique et social. Ce cadre de résultats se fonde sur la chaîne de résultats présentée à la figure 1, et montre comment les résultats stratégiques permettront d'atteindre le niveau d'impact souhaité des buts stratégiques et des Objectifs stratégiques s'y rapportant; ces résultats stratégiques sont élaborés au niveau des pays à la faveur des effets directs stratégiques, qui eux-mêmes découlent des effets directs opérationnels. Ces derniers sont le résultat direct des produits du PAM, eux-mêmes générés par les activités du PAM. Les effets directs opérationnels décrivent les effets à court terme – généralement obtenus dans un délai de un à trois ans – qui conduisent à l'obtention des effets directs stratégiques de plus haut niveau. Ces résultats étant plus étroitement liés aux interventions du PAM, les effets directs opérationnels aident le PAM à suivre et gérer sa performance. Les effets directs opérationnels sont normalisés et figurent dans le Cadre de résultats institutionnels. La chaîne de résultats du PAM se fonde sur des théories du changement selon lesquelles, par un enchaînement de relations causales, les activités et les produits du PAM contribuent directement et substantiellement à la réalisation des effets directs du PAM qui sont nécessaires à l'obtention d'un impact eu égard aux ODD 2 et 17.

Lien des activités du PAM avec d'autres cibles des ODD

46. Bien que le PAM se concentre au départ sur l'action à mener pour atteindre l'objectif Faim zéro – l'ODD 2 -, l'imbrication des problèmes et des solutions liés à l'élimination de la faim et de la pauvreté est telle qu'au bout du compte, le PAM contribuera directement ou indirectement à la plupart des autres ODD. L'importance première accordée par le PAM à l'élimination de la faim servira de point de départ et de justification à sa contribution à la réalisation d'ODD autres que l'ODD 2.
47. Ainsi, les programmes de repas scolaires que le PAM appuie ou met en œuvre peuvent contribuer aux cibles de l'ODD 2 portant sur l'accès à l'alimentation et l'amélioration de la nutrition ou des moyens d'existence des petits exploitants, tout en participant souvent largement à la réalisation d'autres cibles, en particulier celles axés sur l'éducation (ODD 4), l'égalité des sexes et l'équité du traitement des deux sexes (ODD 5), les revenus familiaux (ODD 1) ou encore la santé (ODD 3). En Côte d'Ivoire par exemple, le PAM, avec l'appui du programme McGovern-Dole, a fourni quotidiennement en 2016 des repas chauds à 125 000 enfants dans 613 écoles primaires publiques des régions les plus vulnérables du pays, tout en développant la capacité des agricultrices à approvisionner les cantines. Un tel programme contribue à la réalisation des

résultats prévus au niveau national en matière d'éducation et d'égalité des sexes, tout en appuyant l'obtention de ceux concernant la santé et le régime alimentaire.

48. Dans le cadre de l'ODD 17, et en étroites consultation et collaboration avec les intervenants concernés, le PAM pourrait avoir à répondre à la requête d'un gouvernement et de partenaires l'invitant à fournir des services non directement liés à l'élimination de la faim mais concernant d'autres objectifs du Programme 2030, pour lesquels le PAM aurait les atouts et capacités nécessaires. Par exemple, lors de la crise régionale provoquée en 2014-2015 par l'épidémie d'Ebola, le PAM est intervenu dans tous les pays touchés: il a apporté un appui logistique fondamental à l'OMS et à la communauté d'aide humanitaire, qu'il s'agisse de l'entreposage, des achats, du transport ou encore de la création de pôles logistiques dans les trois capitales ou aux alentours et de 11 bases logistiques avancées dans les trois pays.
49. Au niveau des pays, les contributions du PAM aux autres ODD apparaîtront en reliant les produits du PAM aux effets directs des partenaires nationaux ou d'autres partenaires correspondant à des cibles des ODD autres que celles qui sont reprises dans les résultats stratégiques du PAM.

Limites et contexte

50. Étant donné la vaste portée des ODD 2 et 17, il est important de définir les limites de l'engagement du PAM dans une optique stratégique, et non au coup par coup, en réponse à des problèmes ou à des perspectives d'ouverture qui pourraient se présenter. Le PAM tire profit de ses ressources, de ses connaissances et de ses compétences particulières dans un contexte donné tout en reconnaissant la valeur ajoutée de ses partenaires et en en tirant parti. Le PAM n'a pas de rôle important à jouer dans la réalisation des ODD 2 et 17 si les pays sont en mesure de s'acquitter eux-mêmes avec efficacité et efficience des rôles et des activités nécessaires, s'il existe des options commerciales viables, sans exclusive, sûres et fiables, ou si d'autres acteurs sont mieux placés pour faire le travail. Le but du PAM est d'amener les pays à assumer eux-mêmes de plus en plus de responsabilités opérationnelles, financières et techniques pour éliminer la faim, avec un appui minimum de sa part, voire aucun. Concernant l'ODD 17, l'appui apporté par le PAM peut concerner des objectifs de développement ou humanitaires autres que celui de l'élimination de la faim.
51. L'intervention du PAM peut être nécessaire dans quatre types de contextes:
- perturbation grave;
 - pauvreté structurelle;
 - situations de transition/redressement; et/ou
 - prévention des catastrophes et atténuation des risques.

Ces contextes coexistent souvent. Il est particulièrement important de se rendre compte que les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables tendent à être fréquemment exposées à des perturbations graves qui empêchent d'investir durablement dans des mesures de lutte contre la pauvreté structurelle et sapent les efforts de redressement.

Perturbation grave

52. Par perturbation grave on entend tout type de choc suffisamment grave pour interrompre le processus de développement durable au niveau d'une communauté. Il peut s'agir d'une catastrophe naturelle, d'une pénurie alimentaire avec envolée des prix, d'une récession économique, d'une pandémie ou d'un conflit. Ces perturbations génèrent deux types de situation nécessitant d'intervenir pour sauver des vies et préserver les moyens d'existence: une situation d'urgence, c'est-à-dire la phase qui suit un choc majeur ayant provoqué une crise où des vies humaines sont menacées, et – tout aussi importante – une perturbation plus longue provoquée par une crise complexe comme un conflit prolongé ou un déplacement forcé. Dans de telles situations, la capacité d'investir, de croître et de se développer est gravement perturbée et les communautés ne sont plus en mesure de se défendre. Lorsque les communautés et les pays d'accueil sont contraints de prendre en charge des populations déplacées, parfois pendant des décennies entières, leurs capacités sont souvent dépassées, particulièrement en cas d'arrivée massive de personnes fuyant un conflit ou des violences extrêmes.

Pauvreté structurelle

53. L'extrême pauvreté et la faim persistent même en temps de paix et de stabilité, même en présence de capacités d'investissement et même dans des pays où les indicateurs macroéconomiques sont globalement bons. Le caractère "structurel" de la pauvreté tient souvent aux inégalités et à l'incapacité des politiques et des systèmes de protection sociale d'aider toutes les personnes défavorisées et de garantir l'accès à la nourriture. Souvent, cette incapacité perpétue la malnutrition maternelle et infantile à l'origine du cycle intergénérationnel de la faim auquel ne permettent pas de remédier un développement et une croissance économiques généralisés. Les inégalités entre les sexes persistantes et structurelles – notamment les possibilités limitées pour les femmes de faire entendre leur voix dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'économie et de la politique – constituent un obstacle de taille au développement durable et à l'éradication de la pauvreté et de la faim; d'où l'importance de bien comprendre les effets de ces inégalités. En raison de facteurs géographiques, d'un manque d'infrastructure ou d'une faible densité de population, il peut être difficile pour un gouvernement de fournir des services en zone rurale, notamment aux petits exploitants qui constituent la majorité des personnes vivant dans la pauvreté. À l'opposé, avec l'urbanisation croissante que connaissent les pays en développement, l'extrême pauvreté gagne de plus en plus les villes, où les services sociaux existants sont souvent débordés par l'ampleur de la pauvreté et de l'exode rural, privant ainsi les plus pauvres d'un accès aux filets de sécurité. Les effets des changements climatiques, la dégradation des écosystèmes et la croissance démographique aggravent les difficultés auxquelles se heurtent les populations dans un tel contexte. Il sera primordial de renforcer la résilience des ménages et des communautés vulnérables pour lutter contre les effets de ces facteurs perturbateurs.

Situations de transition/redressement

54. Le processus de redressement après une perturbation grave couvre généralement la période qui suit un choc majeur – tel un tremblement de terre, un épisode de sécheresse ou une inondation – ou la période de transition vers la paix après un conflit, avec le retour et la réinstallation de populations déplacées. Le redressement est rarement un processus linéaire, surtout lorsqu'il concerne des personnes et des communautés très vulnérables, le moindre choc ou facteur perturbateur risquant d'entraîner un retour en arrière. Ce risque souligne combien il est important d'intégrer le renforcement de la résilience – notamment la préparation aux crises, la réduction des risques de catastrophe et les filets de sécurité – dans les activités des pays et dans l'ensemble du travail du PAM. Pour les communautés et les pays qui ne sont pas exposés à des niveaux élevés de risque, la reconstruction devrait être possible grâce à des investissements soutenus.

Prévention des catastrophes et atténuation des risques

55. Les communautés qui n'ont pas connu de perturbation grave ou qui ne sont pas touchées par la pauvreté structurelle peuvent malgré tout être très vulnérables et être exposées par exemple à des phénomènes météorologiques extrêmes en raison des changements climatiques, ou à d'autres chocs. Des investissements conséquents et des partenariats sur le long terme sont nécessaires pour renforcer la capacité des gouvernements et des parties prenantes locales à prévenir et atténuer les risques de catastrophe, en particulier grâce à la préparation aux situations d'urgence et à des approches axées sur la gestion intégrée des risques.

IV. Agir dans les pays

Soutenir l'action menée par les pays pour atteindre l'objectif Faim zéro

56. Éliminer la faim dans un pays exige une compréhension commune des contextes où s'inscrit la faim et une communauté de vues sur les activités à mettre en place en priorité pour faire face à ces situations. Le contexte local fixe les paramètres qui permettront de déterminer les besoins et les priorités au niveau national, ainsi que l'engagement stratégique du PAM et les partenariats à établir dans le pays. Le contexte ne détermine pas seulement quelles activités seront prioritaires, il influence aussi la façon dont elles seront conduites, et témoigne des difficultés que les partenaires et les populations devront affronter pour éliminer la faim. Toutes les grandes conférences appellent à travailler en collaboration pour bien appréhender le contexte local, et le

Programme 2030 insiste sur la nécessité de reconnaître que certains contextes sont plus problématiques que d'autres et présentent donc des besoins spécifiques en matière d'assistance³⁶.

57. Dans chaque pays et chaque situation à l'intérieur de celui-ci, le contexte est marqué par une combinaison complexe de facteurs ayant trait notamment à la situation politique et économique, aux coutumes et aux comportements sociaux et culturels, aux capacités et à la géographie. Différents contextes peuvent coexister dans un pays donné et les populations vulnérables peuvent passer d'un contexte à l'autre au fil du temps. Adapter la réponse au contexte exige de mettre en œuvre, dans un même pays, différentes interventions à différentes périodes pour répondre aux besoins divergents des femmes, des hommes, des filles et des garçons, et de leur communauté. C'est pourquoi il est important que les partenaires s'accordent sur le contexte et que celui-ci soit pris en compte de manière appropriée au niveau des effets directs dans le pays. Le PAM utilisera donc une vaste panoplie d'outils (analyse et cartographie de la vulnérabilité et approche à trois niveaux) pour analyser le contexte et déterminer les programmes appropriés à mettre en œuvre, en étroite collaboration avec les partenaires.

Approche de la planification stratégique par pays

58. Le Programme 2030 sera réalisé au niveau des pays. Le PAM collaborera avec les parties prenantes nationales et les équipes de pays des Nations Unies pour déterminer la meilleure manière de soutenir les stratégies nationales pour éliminer la faim, en établissant les liens nécessaires entre secteurs et contextes, dans le respect et à l'appui des stratégies nationales plus vastes de développement durable. Le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021 repose donc sur la nouvelle approche de la planification stratégique par pays, qui comprend deux volets: l'examen stratégique et le PSP. Les objectifs de la planification stratégique par pays sont les suivants: i) aider les pays à progresser sur la voie de l'élimination de la faim; ii) rendre le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021 opérationnel au niveau des pays; et iii) améliorer la cohérence et l'orientation stratégiques ainsi que l'efficacité opérationnelle de l'assistance et des partenariats du PAM à l'appui des activités mises en œuvre dans les pays et les régions pour remédier à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition.

Examens stratégiques pilotés par les pays et axés sur l'ODD 2

59. Le PAM participera aux examens stratégiques pilotés par les pays des difficultés rencontrées et de l'action menée s'agissant d'atteindre l'objectif Faim zéro – ou, le cas échéant, contribuera à en faciliter la réalisation. Pour être vraiment utiles, ces examens doivent être consultatifs et détaillés, comporter une analyse claire et crédible des contextes humanitaire et de développement qui détermine les problèmes auxquels le pays se trouve confronté dans son combat contre la faim – tels que des lacunes au niveau des politiques et des programmes nationaux, des déficits de financements publics et privés dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ou un manque de capacité d'exécution des institutions gouvernementales ou autres. Les examens stratégiques devraient permettre de discuter de la manière dont les partenaires du pays, y compris le PAM, peuvent aider celui-ci à progresser pour se libérer de la faim. Les examens stratégiques et le processus ultérieur de planification stratégique par pays devraient s'inscrire dans le cadre des efforts déployés par l'équipe de pays des Nations Unies pour collaborer, notamment dans le cadre de l'approche Unis dans l'action ou d'autres modalités, selon qu'il convient.
60. En se fondant sur les examens stratégiques pilotés par les pays et conformément aux processus de planification du gouvernement et de l'équipe de pays des Nations Unies, le PAM déterminera les cibles et les résultats définis au niveau national eu égard aux ODD auxquels il est en mesure d'apporter un appui. Il définira, en consultation avec le gouvernement et d'autres partenaires, les effets directs auxquels il peut contribuer aux fins de la réalisation des ODD 2 et 17; ces effets directs stratégiques du PAM tiendront compte de la population, des institutions et des systèmes

³⁶ Programme 2030, par. 56: "Nous adoptons ces objectifs et cibles tout en sachant que, pour réaliser le développement durable, chaque pays fait face à des problèmes qui lui sont propres, et nous insistons sur les défis particuliers que doivent relever les pays les plus vulnérables, surtout les pays d'Afrique, les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, ainsi que les défis avec lesquels les pays à revenu intermédiaire sont aux prises. Les pays qui connaissent des situations de conflit méritent aussi une attention particulière."

cibles qui bénéficieront d'un appui aux fins de l'élimination de la faim dans le pays et la région, compte tenu du contexte le cas échéant.

Plans stratégiques de pays du PAM

61. Pour rendre le Plan stratégique pour 2017-2021 effectivement opérationnel et mettre la planification et les activités stratégiques et programmatiques dans les pays en corrélation avec les efforts consentis aux niveaux national et mondial pour éliminer la faim, le PAM remplacera la multitude de descriptifs de projet produits actuellement par un PSP unique. Ce plan sera l'instrument de diffusion de la stratégie, des programmes et de la gouvernance du PAM dans un pays et couvrira l'ensemble du portefeuille d'activités du PAM. Comme souligné dans ce qui précède, le PAM devra s'attacher en priorité à sauver des vies et à préserver les moyens d'existence en situation d'urgence pour aider les pays à éliminer la faim et à atteindre les buts connexes. Les interventions lancées par le PAM en cas d'urgence seront incluses dans le PSP, ce qui préservera la souplesse et la capacité dont le PAM a besoin pour réagir rapidement selon qu'il convient, tout en garantissant que les interventions d'urgence investissent dans des activités de redressement et de développement à long terme et que ni la phase d'urgence ni le rôle du PAM et/ou sa présence ne se prolongent au-delà de la durée nécessaire. Les plans stratégiques de pays couvrent donc les politiques et les programmes, ainsi que la chaîne d'approvisionnement et d'autres types d'appui ou d'assistance non liés aux programmes. Les plans stratégiques de pays s'attacheront à:
- i) définir la position du PAM et son rôle en fonction des besoins du pays d'une part et des atouts, de l'expérience et des domaines de compétence du PAM d'autre part;
 - ii) préciser les résultats nationaux et les cibles des ODD auxquels le PAM contribuera durant la période considérée – généralement cinq ans – et définir les effets directs stratégiques du PAM dont sa contribution appuiera la réalisation;
 - iii) déterminer les investissements nécessaires en matière de renforcement des capacités, s'agissant des partenaires nationaux et du PAM;
 - iv) déterminer les mesures à prendre en matière d'appui stratégique et technique ainsi que les ressources à mobiliser pour optimiser les contributions du PAM aux résultats nationaux; et
 - v) recenser les partenariats à établir avec les parties prenantes, notamment avec les organismes des Nations Unies – en conformité avec les processus du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement – et avec le secteur privé, la société civile/les ONG nationales et les communautés touchées.
62. Les plans stratégiques de pays contribueront à améliorer l'efficacité et l'efficacéité de l'assistance que le PAM apporte aux gouvernements et aux personnes démunies, en particulier aux victimes de conflits. Parmi les avantages que présente cette nouvelle approche, on peut citer:
- *La cohérence de l'action menée pour éliminer la faim.* Les plans stratégiques de pays devraient permettre de mieux concrétiser le Plan stratégique du PAM sur le terrain, d'harmoniser les opérations du PAM avec les plans nationaux et ceux des Nations Unies, et de mieux inscrire les problèmes liés à la sécurité alimentaire et à la nutrition dans les plans et programmes. Grâce à une meilleure cohérence entre le Plan stratégique et les cibles adoptées par les pays pour éliminer la faim, la programmation et le positionnement stratégique du PAM dans les pays s'amélioreront et il pourra forger des partenariats plus étroits avec les gouvernements, les donateurs, le secteur privé, la société civile et autres.
 - *La flexibilité, qui permet d'adapter les interventions à des contextes opérationnels fluctuants, et de parvenir à un équilibre entre l'action humanitaire et le travail de développement.* Les plans stratégiques de pays sont conçus en fonction du contexte et peuvent être adaptés pour permettre au PAM de réagir de manière appropriée aux changements intervenant dans l'environnement des opérations; ils encouragent la création de liens entre l'assistance humanitaire et l'aide au développement; ils permettent de renforcer efficacement la résilience en s'assurant d'une part que les interventions en cas de crise favorisent le redressement et le développement à long terme et d'autre part que les activités

de développement témoignent d'une bonne compréhension des risques et de la vulnérabilité ainsi que des moyens de protéger les personnes vulnérables en cas de crise.

- *Une plateforme solide pour respecter les engagements pris dans des domaines d'activité convenus et pour planifier des stratégies de retrait efficaces.* Les plans stratégiques de pays veillent à renforcer les capacités institutionnelles de manière ciblée pour aider les gouvernements à concevoir et à gérer leurs propres solutions au problème de la faim.
 - *Des processus consultatifs pour un impact plus marqué.* Le processus analytique et consultatif qui préside à l'élaboration des plans stratégiques de pays devrait permettre de concentrer l'action du PAM sur ses domaines de prédilection et améliorer ainsi sa valeur ajoutée, stimuler le dialogue avec les gouvernements et unir les partenariats autour d'une approche commune pour éliminer la faim.
63. Les plans stratégiques de pays feront l'objet d'un document de politique générale séparé qui développera les principes et les processus mis en avant dans le Plan stratégique pour 2017-2021 et sera soumis au Conseil pour approbation en novembre 2016.

V. Mesure et suivi de la performance

64. Le système actuel de gestion de la performance établi par le PAM s'organise autour de deux cadres de performance: le cadre de résultats de gestion, qui permet de mesurer l'efficacité des prestations de services du PAM, et le cadre de résultats stratégiques, qui reflète les progrès accomplis par le PAM pour ce qui est d'améliorer l'existence des bénéficiaires. Ensemble, ces deux cadres et les chaînes de résultats qui en découlent dressent un tableau complet de la performance du PAM. Leur utilisation a permis de fournir les éléments nécessaires à la planification, au suivi et aux rapports à l'échelle de l'organisation au titre des plans stratégiques pour 2008-2013 et 2014-2017.
65. Le PAM a décidé de profiter de la préparation de son nouveau Plan stratégique, pour 2017-2021, pour fondre les résultats stratégiques et les résultats de gestion en un seul cadre de résultats institutionnels. Partant des buts, objectifs et résultats stratégiques décrits dans le Plan stratégique pour 2017-2021, le cadre de résultats institutionnels reflète les effets directs opérationnels et les produits que le PAM s'engage à obtenir entre 2017 et 2021. Les effets directs opérationnels contribuent aux effets directs stratégiques et sont inclus dans la hiérarchie des résultats pour aider le PAM à gérer et à assurer le suivi de sa performance. Les effets directs opérationnels et les produits normalisés figurant dans le cadre de résultats institutionnels se basent sur les théories du changement qui montrent les liens de causalité existant entre les différents niveaux, depuis les activités jusqu'aux impacts. Ce cadre permettra de faire en sorte que la conception, le suivi et les comptes rendus de résultats des PSP de tous les bureaux du PAM soient uniformisés. L'adoption du cadre de résultats institutionnels constitue une nouvelle étape qui permettra au PAM d'harmoniser le suivi et les comptes rendus sur les résultats avec ceux d'autres organismes des Nations Unies, en particulier l'UNICEF, le PNUD et le Fonds des Nations Unies pour la population.
66. Conformément aux normes internationales en vigueur, il reviendra aux autorités nationales d'effectuer le suivi des indicateurs relatifs aux ODD et de certains indicateurs nationaux, infranationaux et thématiques, avec l'appui d'organisations internationales³⁷. Dans le cadre de la gestion de la performance, le PAM assurera le suivi des indicateurs d'effet direct opérationnel, de processus, de produit et d'activité. Il sera rendu compte des réalisations obtenues en termes d'effets directs et de produits dans les rapports annuels sur les résultats établis à l'échelle des pays et au niveau mondial.
67. Pour faciliter un suivi cohérent des indicateurs du cadre de résultats institutionnels, le PAM actualisera son cadre normatif en matière de suivi, et révisera plus particulièrement les procédures opératoires normalisées et les prescriptions minimales. Toutes les orientations concernant le suivi

³⁷ Documents E/CN.3/2016/2 et E/CN.3/2016/3 du Conseil économique et social. 2016. Rapport du Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable et Rapport du Groupe de haut niveau pour le partenariat, la coordination et le renforcement des capacités pour le suivi du programme de développement pour l'après-2015.

seront également mises à jour et tous les cadres logiques seront rectifiés en fonction des nouveaux résultats et Objectifs stratégiques et feront apparaître les nouveaux indicateurs et éléments de planification. Le PAM s'efforcera aussi d'établir des modèles de financement durables pour pouvoir mettre en place des systèmes d'évaluation et de suivi qui lui permettront de mieux prendre la mesure des résultats au niveau des effets directs et d'en rendre compte.

VI. Cadre de financement du PAM³⁸

68. Le cadre de financement du Plan stratégique, qui sera élaboré dans le contexte de l'examen du cadre de financement actuel, sera fondamental pour la mise en œuvre des plans stratégiques de pays. Pour améliorer la transparence et la redevabilité qu'exige la gestion des ressources, démontrer l'utilisation optimale des ressources et renforcer la prise de décisions, le nouveau cadre de financement mettra l'accent sur la corrélation entre les ressources et les résultats. Il s'inspirera de l'Examen quadriennal complet tout en tirant les enseignements de l'expérience d'autres organismes des Nations Unies, le cas échéant.
69. Le nouveau cadre de financement prévoit une budgétisation par portefeuille d'activités qui facilitera la mise en œuvre des plans stratégiques de pays. Ce budget de portefeuille d'activités simplifié, plus transparent et flexible permettra de mettre clairement en parallèle la planification stratégique et la performance financière et opérationnelle.
70. Le concept de budget de portefeuille de pays est très différent du modèle budgétaire actuel avec ses multiples projets qui commencent et s'achèvent à des dates différentes. Ce budget est établi sur la base d'une année civile, et fait le lien avec les cibles et les résultats relevant des ODD. Comme la portée des plans stratégiques de pays englobe tous les effets directs escomptés de l'appui du PAM dans le pays, la structure budgétaire correspondante fera clairement apparaître les liens entre la stratégie institutionnelle et la mobilisation de ressources au profit des effets directs stratégiques du PAM. Grâce à cette nouvelle structure, le PAM pourra planifier chaque année l'ensemble de son portefeuille d'activités. Le budget de portefeuille de pays marque la fin de l'approche axée sur les intrants et les catégories de coût des projets individuels; cela devrait permettre d'optimiser les interventions du PAM, de faciliter la hiérarchisation des besoins opérationnels, de contribuer à améliorer la gestion et l'analyse financières ainsi que les rapports y afférents et partant de fournir de meilleures données sur le rapport coût-efficacité, et de faciliter la mobilisation des ressources.
71. Le cadre de financement révisé et le concept de budget de portefeuille de pays feront l'objet d'un document séparé de politique générale qui sera présenté au Conseil pour approbation.

³⁸ Dans la version finale du Plan stratégique, le chapitre concernant l'examen du cadre de financement présentera l'orientation générale que le PAM entend suivre pour unifier le Plan stratégique, les plans stratégiques de pays, l'examen du cadre de financement et le Cadre de résultats institutionnels, sans aller dans les détails puisque chacun de ces éléments fait l'objet d'un document distinct.

ANNEXE I**Cibles et indicateurs¹ des ODD 2 et 17 intéressant le PAM**

1. Les cibles des ODD 2 et 17 en rapport avec les résultats stratégiques du PAM sont les suivantes:
2. Cible 2.1: D'ici à 2030, éliminer la faim et faire en sorte que chacun, en particulier les pauvres et les personnes en situation vulnérable, y compris les nourrissons, ait accès toute l'année à une alimentation saine, nutritive et suffisante.
3. Indicateurs 2.1 associés²:
 - prévalence de la sous-alimentation; et
 - échelle de l'insécurité alimentaire fondée sur l'expérience.
4. Cible 2.2: D'ici à 2030, mettre fin à toutes les formes de malnutrition, y compris en atteignant d'ici à 2025 les objectifs arrêtés à l'échelle internationale relatifs aux retards de croissance et à l'émaciation chez les enfants de moins de 5 ans, et répondre aux besoins nutritionnels des adolescentes, des femmes enceintes ou allaitantes et des personnes âgées.
5. Indicateurs 2.2 associés:
 - prévalence du retard de croissance (indice taille/âge inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans;
 - prévalence de la malnutrition (indice poids/taille supérieur à +2 écarts types ou inférieur à -2 écarts types par rapport à la moyenne des normes de croissance de l'enfant définies par l'OMS) chez les enfants de moins de 5 ans, par forme (émaciation et surpoids).
6. Cible 2.3: D'ici à 2030, doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires, en particulier des femmes, des autochtones, des exploitants familiaux, des éleveurs et des pêcheurs, y compris en assurant l'égalité d'accès aux terres, aux autres ressources productives et facteurs de production, au savoir, aux services financiers, aux marchés et aux possibilités d'ajout de valeur et d'emplois autres qu'agricoles.
7. Indicateurs 2.3 associés:
 - volume de production par unité de travail, en fonction de la taille de l'exploitation agricole, pastorale ou forestière; et
 - revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe et le statut d'autochtone.

¹ Ces indicateurs ont été arrêtés par les États membres lors de la 47^{ème} session de la Commission de statistique de l'Organisation des Nations Unies. La liste finale des indicateurs proposés pour les objectifs de développement durable figure à l'annexe IV de la résolution (E/CN.3/2016/2/Rev.1). <http://unstats.un.org/unsd/statcom/47th-session/documents/2016-2-IAEG-SDGs-Rev1-E.pdf>.

² Pour la cible 2.1, le PAM considère que le score de consommation alimentaire est aussi un indicateur important; il le calcule en fonction de la fréquence de consommation de différents groupes d'aliments au sein d'un ménage au cours des sept jours précédant l'enquête. Cet indicateur, qui concerne l'accès à la nourriture, se base sur la variété du régime alimentaire et la fréquence selon laquelle les divers groupes d'aliments sont consommés. Le score de consommation alimentaire est un indicateur pertinent pour les opérations au niveau infranational; c'est la raison pour laquelle il ne figure pas comme indicateur mondial dans le cadre des indicateurs des ODD. Toutefois, le score de consommation alimentaire est un indicateur institutionnel du PAM qui a fait ses preuves; il est relevé dans plus de 50 pays depuis plus de 10 ans et a permis à l'organisation d'évaluer et de suivre l'évolution de l'accès à la nourriture et de la consommation alimentaire dans les pays en développement. De nombreuses institutions, comme la Banque mondiale, utilisent le score de consommation alimentaire comme indicateur opérationnel depuis plusieurs années. Bien que le score de consommation alimentaire soit par définition un indicateur composite, la collecte de données sur la fréquence de consommation des aliments met à disposition une mine de renseignements et de données qui peuvent avoir de multiples usages. Par exemple, la suffisance nutritionnelle peut être analysée à partir des données brutes de fréquence, et les scores non pondérés ou pondérés de manière différentielle peuvent être adaptés pour refléter les variations du régime alimentaire dues à des facteurs culturels ou géographiques, pour prendre en compte les variations saisonnières, ou pour donner la priorité aux habitudes alimentaires conformes aux objectifs de développement durable. Le PAM continuera d'encourager les pays à utiliser le score de consommation alimentaire pour effectuer le suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition, notamment dans le cadre de la cible 2.1, selon qu'il convient, et il maintiendra ce score dans son Cadre de résultats institutionnels, parmi les indicateurs opérationnels de base.

8. Cible 2.4: D'ici à 2030, assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes qui permettent d'accroître la productivité et la production, contribuent à la préservation des écosystèmes, renforcent la capacité d'adaptation aux changements climatiques, aux phénomènes météorologiques extrêmes, à la sécheresse, aux inondations et à d'autres catastrophes et améliorent progressivement la qualité des terres et des sols.
9. Indicateur 2.4 associé:
 - proportion des terres agricoles exploitées de manière productive et durable.
10. Cible 17.3: Mobiliser des ressources financières supplémentaires de diverses provenances en faveur des pays en développement.
11. Indicateurs 17.3 associés:
 - investissements étrangers directs, aide publique au développement et coopération Sud-Sud, en proportion du budget national total; et
 - volume des envois de fonds (en dollars des États-Unis) en proportion du produit intérieur brut total.
12. Cible 17.9: Apporter, à l'échelon international, un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire.
13. Indicateur 17.9 associé:
 - valeur en dollars des engagements d'aide financière et technique contractés (notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire) en faveur des pays en développement.
14. Cible 17.14: Renforcer la cohérence des politiques de développement durable.
15. Indicateur 17.14 associé:
 - nombre de pays ayant mis en place des mécanismes pour renforcer la cohérence des politiques de développement durable.
16. Cible 17.16: Renforcer le Partenariat mondial pour le développement durable, associé à des partenariats multipartites permettant de mobiliser et de partager des savoirs, des connaissances spécialisées, des technologies et des ressources financières, afin d'aider tous les pays, en particulier les pays en développement, à atteindre les objectifs de développement durable.
17. Indicateur 17.16 associé:
 - nombre de pays faisant état de progrès dans la mise en place de cadres multipartites de suivi de l'efficacité du développement favorisant la réalisation des objectifs de développement durable.

ANNEXE II

Exemples d'effets directs stratégiques et d'interventions en rapport avec les résultats stratégiques du PAM

Résultat stratégique	Exemples d'effets directs stratégiques	Exemples d'interventions
1	Amélioration de l'accès des populations victimes de conflits à des denrées alimentaires de première nécessité	Apport d'une nourriture adéquate et nutritive dans le cadre de distributions générales de vivres et/ou de modalités de type monétaire
1	Garantie au bénéfice des personnes vivant dans des taudis, notamment les enfants de moins de 5 ans, d'un accès amélioré à des aliments adéquats et nutritifs, grâce aux systèmes nationaux de protection sociale et aux filets de sécurité en lien avec la lutte contre la faim	Appui au renforcement des capacités au profit des systèmes nationaux de protection sociale et des filets de sécurité en lien avec la lutte contre la faim
2	Proportion des enfants de moins de 5 ans vivant dans des camps de réfugiés qui souffrent d'émaciation inférieure à 5 pour cent	Prévention de la malnutrition aiguë en garantissant un accès à des aliments riches en nutriments et en recherchant des partenaires susceptibles de fournir les services de santé nécessaires
2	Augmentation de la proportion de femmes ayant un régime alimentaire suffisamment diversifié à base de produits locaux dans les trois régions les plus touchées par l'insécurité alimentaire	En partenariat avec la FAO et d'autres acteurs, appui à l'horticulture et à l'élevage de petits animaux pour améliorer l'accès aux micronutriments, aux protéines et aux lipides, et pour accroître la diversité du régime alimentaire
3	Augmentation des revenus et de la productivité des petites exploitantes bénéficiant de l'appui du PAM dans les communautés ciblées exposées à l'insécurité alimentaire	Mise à profit de la présence du PAM jusqu'aux endroits les plus reculés sur le terrain, de son pouvoir d'achat et de sa grande connaissance de la chaîne d'approvisionnement pour acheter à de petites exploitantes
3	Réduction à moins de 10 pour cent des pertes après récolte des petits exploitants dans les régions ciblées exposées à l'insécurité alimentaire	Renforcement des systèmes de regroupement de la production des organisations paysannes et de leurs capacités en matière de manutention après récolte, de commercialisation et d'accès aux services financiers
4	Amélioration de la protection contre des perturbations graves, des chocs et des facteurs perturbateurs des moyens d'existence des communautés pastorales des trois régions les plus exposées à des catastrophes	Contribution à la gestion des risques de catastrophe grâce à des activités productives mises en place dans le cadre de filets de sécurité pour créer des actifs matériels et naturels tels que des réservoirs d'eau, et appuyer la production de cultures variées
4	Résistance accrue à la variabilité du climat et aux chocs des ménages vulnérables des deux régions les plus touchées par les effets des changements climatiques	Renforcement de la résilience des pays, des communautés et des ménages vulnérables face aux changements climatiques grâce à des outils de transfert de risque tels que l'assurance ou à des instruments de financement pour imprévus, gérés par les gouvernements, qui lient les prévisions climatiques aux systèmes d'alerte rapide pour une plus grande rapidité d'intervention

Résultat stratégique	Exemples d'effets directs stratégiques	Exemples d'interventions
5	Utilisation accrue de données désagrégées par les acteurs nationaux chargés de mettre en œuvre les programmes de protection sociale permettant d'améliorer la qualité des services et facilitant la gestion des programmes axée sur les résultats	Soutien et/ou renforcement des capacités des bureaux nationaux de statistique pour améliorer les méthodes de collecte de données désagrégées sur la vulnérabilité, la sécurité alimentaire et la nutrition
5	Renforcement des mécanismes d'alerte et d'intervention rapides permettant au pays de subvenir rapidement et efficacement aux besoins d'assistance alimentaire générés localement par des catastrophes, et ce à une échelle croissante	Renforcement des capacités nationales d'alerte rapide, de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de catastrophe
6	Mise en place d'un cadre stratégique multisectoriel national pour éliminer la pauvreté et réaliser l'objectif Faim zéro d'ici à 2030 et atteindre les cibles fixées globalement pour l'ODD 2	Collaboration avec les ministères de l'agriculture, de l'environnement, de l'éducation, de la santé, du développement économique et social pour concevoir et planifier des politiques et des cadres d'action intégrés concernant la sécurité alimentaire et la nutrition
6	Amélioration de l'alignement des politiques nationales destinées à combattre la faim sur les stratégies et normes régionales fixées en matière de développement durable	Participation au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine – cadre d'action de l'Afrique pour la transformation de l'agriculture, la création de richesses, la sécurité alimentaire et la nutrition, la croissance économique et la prospérité pour tous
7	Augmentation des investissements directs du secteur privé dans des composantes essentielles du système de production alimentaire du pays, compte tenu des résultats obtenus au regard des indicateurs nationaux et des critères de référence mondiaux	Développement des partenariats public-privé tirant parti des atouts et des capacités de la chaîne d'approvisionnement
7	Accès accru du pays aux fonds mondiaux de financement commun (au moins 25 pour cent de ressources supplémentaires) pour prendre des mesures d'adaptation aux changements climatiques	Aide aux pays en développement pour qu'ils puissent tirer parti du Fonds vert pour le climat ou des mécanismes de financement commun connexes en vue d'atteindre les cibles des ODD au niveau national
8	Fourniture par les modules de la logistique et des télécommunications d'urgence de l'appui nécessaire aux partenaires des organismes humanitaires pour subvenir efficacement et rapidement aux besoins humanitaires des populations victimes d'un conflit	Fourniture d'infrastructures électriques, informatique et de télécommunications à l'appui des opérations d'aide humanitaire, via FITTEST qui est intégrée à la direction du module des télécommunications d'urgence du Comité permanent interorganisations
8	Renforcement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire pour partager les meilleures pratiques et les enseignements tirés des programmes nationaux de repas scolaires	Le Centre d'excellence pour la lutte contre la faim favorise la bonne gouvernance des programmes nationaux de repas scolaires au moyen de visites d'échanges de partenaires des gouvernements des pays du Sud

ANNEXE III

Valeurs fondamentales du PAM

*Le projet Faim zéro est davantage que le rêve ambitieux d'un monde où chacun va se coucher le ventre plein – c'est un **objectif universel** que les dirigeants du monde entier se sont fixé pour 2030. Un monde qui en aura fini avec la faim chronique, la malnutrition et l'insécurité alimentaire, c'est ce que mérite l'humanité, une condition nécessaire à la réalisation de notre potentiel tout entier. Plus nous nous en approchons, plus nous en tirons d'avantages, tous. Mais pour éliminer la faim en 15 ans, nous devons faire preuve d'un comportement institutionnel irréprochable envers les peuples, les communautés et les gouvernements au service desquels nous travaillons, envers nos partenaires, les sociétés et le monde dans lequel nous vivons.*

Attachement du PAM aux principes humanitaires

1. L'action du PAM est gouvernée par la nécessité de réagir face aux souffrances humaines et de venir en aide à nos frères humains quand ils n'ont plus aucun recours. Le PAM utilisera l'assistance alimentaire et autre pour répondre aux besoins immédiats et améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Il est attaché aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies et aux valeurs et aux principes énoncés dans la Déclaration du Millénaire. Il s'abstiendra, en tous lieux et en toutes circonstances, d'utiliser l'assistance alimentaire comme un moyen de pression politique ou économique. Il respectera les principes humanitaires fondamentaux¹ chaque fois qu'il aura à fournir une assistance alimentaire ou autre pour faire face à des besoins humanitaires².

PRINCIPES HUMANITAIRES FONDAMENTAUX	
Humanité	Le PAM s'emploiera à prévenir et à atténuer les souffrances humaines, en tous lieux, et à intervenir au moyen d'une assistance alimentaire le cas échéant. Il fournira son aide dans le respect de la vie, la santé et la dignité.
Neutralité	Le PAM ne prendra pas parti dans un conflit et ne participera pas aux controverses de nature politique, raciale, religieuse ou idéologique. L'assistance alimentaire ne sera pas fournie aux forces combattantes.
Impartialité	L'aide du PAM sera motivée uniquement par le besoin et n'établira aucune discrimination fondée sur l'origine ethnique, la nationalité, l'opinion politique, le sexe, la race ou la religion. Dans les pays, l'aide sera ciblée sur les populations les plus menacées, après qu'une évaluation approfondie des différents besoins et formes de vulnérabilité des femmes, des hommes et des enfants aura été effectuée.
Indépendance opérationnelle	Le PAM prêtera assistance en veillant à préserver son indépendance opérationnelle au regard des objectifs politiques, économiques, militaires ou autres que tout acteur pourrait avoir vis-à-vis des zones dans lesquelles l'assistance est fournie.

Importance primordiale des questions de protection et des droits de l'homme

2. Le PAM est attaché aux valeurs, aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Promouvoir et encourager le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire est un objectif fondamental des Nations Unies. Au titre du mandat qui lui est confié de combattre la faim, le PAM s'est engagé à ne mettre personne en danger par sa présence ou son assistance, mais au contraire à chercher les moyens de contribuer à la sûreté, à la dignité et à l'intégrité des personnes. Ce faisant, le PAM reconnaît l'existence d'interconnexions entre les risques qui pèsent sur les droits fondamentaux des personnes et la faim et le potentiel de l'assistance alimentaire à contribuer à la sûreté des personnes et à préserver leur dignité.

¹ Les principes humanitaires d'humanité, d'impartialité et de neutralité ont été adoptés en 1991 par l'Assemblée générale au titre de sa résolution 46/182. Le quatrième principe, celui d'indépendance, a été ajouté en 2004 en vertu de la résolution 58/114.

² Voir également le document intitulé "Principes humanitaires" (WFP/EB.A/2004/5-C).

Responsabilité à l'égard des populations touchées

3. Le PAM a la responsabilité à l'égard des populations touchées de faire avancer le combat contre la faim et de faire attention à la manière dont ses programmes sont mis en œuvre. Pour cela, il doit faire participer de manière systématique et significative les personnes touchées, y compris les plus marginalisées, à toutes les étapes du cycle des projets, et s'assurer qu'elles aient voix au chapitre dans les décisions qui concernent leur existence. Le PAM fonde ses programmes sur les informations qu'il reçoit des communautés touchées afin de s'assurer que leurs besoins sont bien compris et pris en compte et que ses programmes sont modifiés comme il convient et, au bout du compte, plus efficaces.

Communauté de vues, intégrité et dévouement

4. Du fait de l'optique commune qui est la leur et de l'image de marque forte du PAM, tous les employés devraient s'acquitter de leurs responsabilités en respectant les politiques et stratégies fondamentales qui en font la cohésion. La plus grande force du PAM tient aux femmes et aux hommes dévoués à l'œuvre de par le monde qui assurent l'accès à des aliments nutritifs et contribuent à la mise en place de solutions durables, souvent dans des conditions difficiles où les menaces et les risques pesant sur leur sécurité et leur sûreté sont considérables. Les hommes et les femmes dévoués qui travaillent pour le PAM mettent à profit un éventail exceptionnel de compétences techniques dans les domaines suivants: accès à des aliments nutritifs, logistique, télécommunications, sécurité alimentaire, évaluation des besoins, reconstruction à la suite de crises et développement des capacités à plus long terme; ils mènent les opérations du PAM avec intégrité et dans le respect des nombreux peuples, organisations et environnements que le Programme côtoie.

Travailler ensemble/Attachement aux principes de partenariat

5. Pour contribuer à éliminer la faim, le PAM doit agir dans une optique systémique et contribuer activement à définir les modalités d'interaction et de communication des partenaires entre eux; pour cela, il doit établir des partenariats opérationnels et de mutualisation des savoirs avec des organisations qui ont des compétences et des ressources complémentaires, optimisant ainsi la valeur que peuvent en retirer les populations pour lesquelles il œuvre. Il faudra à cette fin qu'il s'engage sur la durée avec des acteurs clés – gouvernements, organismes des Nations Unies, ONG, entreprises privées, fondations internationales ou instituts de recherche - pour établir de solides partenariats et des modalités concrètes tournées vers l'avenir, en tenant compte des besoins particuliers de chaque contexte et de ses propres atouts et compétences. Le PAM s'engage à travailler avec des partenaires qui ont des valeurs analogues aux siennes et respectent les normes que lui-même applique.
6. Le PAM est un signataire des Principes en matière de partenariat définis en 2007 par le Dispositif mondial d'aide humanitaire des Nations Unies³, dont les exigences sont au nombre de cinq:
 - égalité;
 - transparence;
 - approche axée sur les résultats;
 - responsabilité; et
 - complémentarité.
7. Le PAM continuera d'appliquer les principes définis dans le cadre du Dispositif mondial d'aide humanitaire. Néanmoins, il préfère le terme "équité" au terme "égalité", car tous les partenaires apportent leur part à une relation de collaboration et méritent le respect indépendamment de leur taille ou de leur statut. En outre, le PAM adhère aux principes stratégiques et aux principes de précaution⁴, et s'assure que ses partenariats contribuent à la réalisation des Objectifs stratégiques,

³ Voir www.globalhumanitarianplatform.org.

⁴ Voir aussi le document intitulé "Stratégie institutionnelle du PAM en matière de partenariat pour 2014–2017", par. 21 à 26.

offrent un bon rapport coût-efficacité, et ne présentent aucun risque inutile ni ne portent atteinte à la réputation du PAM, à son statut ou à l'efficacité de ses opérations.

Démarche axée sur l'action et impact sur le terrain

8. Faire face aux crises humanitaires est et restera l'une des priorités du personnel du PAM partout dans le monde. Il est indispensable pour le PAM d'avoir la souplesse nécessaire pour adapter ses opérations rapidement en fonction de l'évolution des besoins. De même, lorsqu'une crise éclate, il doit être prêt à intervenir de manière efficace et aussi rapidement que possible dans les zones touchées où qu'elles soient dans le monde.
9. La grande culture du résultat du PAM, sa présence dans les régions les plus reculées de 80 pays et l'ampleur de ses opérations sont autant d'atouts dont il faut préserver et renforcer l'impact au niveau des pays grâce à des programmes bien ciblés et de qualité applicables dans différents contextes et conformes aux priorités nationales.

Responsabilité et transparence

10. Le PAM s'engage à gérer ses ressources de façon transparente et responsable, afin d'atteindre efficacement ses Objectifs stratégiques. Le PAM prône une culture de l'apprentissage qui permet de fonder les interventions sur des données probantes afin d'obtenir des résultats tout en maîtrisant les coûts. Pour appuyer ses interventions dans le monde entier aussi efficacement que possible, il gère une infrastructure administrative simplifiée et efficace, qui se caractérise par un haut degré de transparence et de responsabilité. Le PAM est attaché aux principes et à la pratique d'une évaluation indépendante, crédible et utile; le Bureau de l'évaluation est indépendant des autres fonctions de gestion. La politique d'évaluation du PAM pour 2016-2021⁵ définit la vision et l'orientation stratégiques de l'évaluation et vise à diffuser une culture de l'évaluation dans toute l'organisation, au-delà du Bureau de l'évaluation, pour renforcer la fiabilité des politiques et de la programmation reposant sur des données probantes. Fermement attaché à une gestion financière et à des services de contrôle interne et de comptabilité rigoureux, le PAM a été le premier organisme des Nations Unies à mettre en œuvre les Normes comptables internationales pour le secteur public; tous les ans, il publie une déclaration d'assurance sur l'efficacité du contrôle interne, et il dispose de divers organes de contrôle qui permettent de veiller à ce que tous les aspects des opérations menées au Siège et sur le terrain soient soumis régulièrement à une vérification et une évaluation indépendantes. Comme spécifié dans le document intitulé "Politique de lutte contre la fraude et la corruption"⁶, le PAM ne tolère, et ne doit tolérer, aucune fraude, corruption ou collusion dans ses opérations. Le PAM, conscient des répercussions préjudiciables de telles pratiques sur ses activités et opérations, s'engage à les prévenir et à prendre des mesures énergiques lorsque de telles pratiques se font jour.

⁵ WFP/EB.2/2015/4-A/Rev.1.

⁶ WFP/EB.A/2016/5-E/1*.

ANNEXE IV

Évaluation des risques liés au Plan stratégique pour 2017-2021

Catégorie de risque	Risques	Causes	Effets	Gravité	Mesures d'atténuation
Institutionnel	Incapacité du PAM à respecter ses engagements humanitaires	Le mandat du PAM exige qu'il joue un rôle de premier plan dans les situations d'urgence	La capacité du PAM à faire face aux situations d'urgence risque d'être compromise en raison de pressions concurrentes et du manque de ressources La réputation du PAM en tant qu'organisme prompt à réagir en cas d'urgence pourrait alors en pâtir	Modérée	Mise en place de dispositifs institutionnels d'intervention d'urgence, notamment renforcement des capacités du personnel, réserve d'agents mobilisables et mécanismes de préfinancement
Institutionnel	Difficulté d'adaptation s'agissant de l'appui à fournir aux pays pour qu'ils atteignent les objectifs de développement durable du Programme 2030	Les responsabilités qui se dégagent du Programme 2030 exigent du PAM qu'il appuie les gouvernements tant en situation d'urgence en leur apportant une assistance humanitaire, qu'en situation de redressement ou de pauvreté structurelle, par des actions spécifiques de renforcement de leurs capacités	Faute de ressources suffisantes et d'une orientation précise, le PAM risque de ne pas être un partenaire efficace en matière d'appui au renforcement des capacités	Modérée	Intégration et achèvement du cadre d'impact du PAM Mise à jour et révision des orientations du PAM concernant les programmes et le suivi pour ce qui est de l'assistance technique et du renforcement des capacités Formation du personnel chargé des programmes Renforcement des partenariats
Institutionnel	Manque de données probantes pour démontrer l'impact, et inadéquation des systèmes et des moyens pour mesurer et analyser les résultats au niveau des effets directs	Le PAM ne dispose pas des mécanismes et n'est pas en mesure d'investir pour produire des données empiriques au niveau des effets directs, et doit aussi faire face à des exigences supplémentaires en matière d'obligation redditionnelle	Les systèmes institutionnels de suivi du PAM ne facilitent pas l'évaluation des résultats au niveau des effets directs et limitent les possibilités de gestion axée sur les résultats, fondée sur l'analyse des aspects positifs ou négatifs. Le PAM risque donc de ne pas pouvoir démontrer dans quelle mesure il réalise ses objectifs au titre du Programme 2030. Il pourrait ne pas apparaître clairement qu'il obtient des résultats efficacement et au meilleur coût	Modérée	Élaboration de modèles de financement durable pour les activités d'appréciation des besoins, de suivi et d'évaluation Prise en compte des rôles et responsabilités en la matière dans la gestion des prestations professionnelles du personnel Établissement de systèmes de saisie et de communication des résultats au niveau des effets directs

Catégorie de risque	Risques	Causes	Effets	Gravité	Mesures d'atténuation
Programmatique	Manque de capacité des partenaires coopérants	Une importance accrue est accordée aux partenariats et à leurs complémentarités, alors que la disponibilité et les capacités des partenaires coopérants, y compris des homologues gouvernementaux, sont limitées. Pour réaliser le Programme 2030, il faudra des partenaires dotés de compétences variées pour faire face à un environnement fluctuant	Le PAM pourrait ne pas être en mesure d'atteindre pleinement les résultats stratégiques décrits dans le Plan stratégique pour 2017-2021	Modérée	Mise en œuvre et examen continu des partenariats du PAM en prenant en considération les nouveaux besoins et les lacunes existantes
Programmatique	Manque chez le personnel des compétences nécessaires pour mettre en œuvre les initiatives prévues dans le Programme 2030	Le Programme 2030 exige du personnel des compétences dans divers domaines: secours humanitaires, questions relatives au climat et réduction des risques de catastrophe, protection sociale et filets de sécurité, nutrition, et partenariats et renforcement des capacités avec les partenaires nationaux	Le manque de compétences pourrait créer un décalage au niveau du personnel entre le profil escompté et celui qui est disponible Les structures de gestion et de contrôle du PAM risquent de ne pas pouvoir respecter les nouvelles obligations, ce qui se solderait par de mauvais résultats et un gaspillage de ressources	Forte	Définition claire des compétences nécessaires au niveau institutionnel, en adéquation avec les outils servant au renforcement des capacités Parcours d'apprentissage complet concernant les programmes et développement des possibilités offertes aux agents nationaux Adaptation du cadre de gestion des carrières compte tenu des obligations contractées en ce qui concerne le Programme 2030
Contextuel	Contexte financier difficile	La rivalité s'accroît autour de ressources en diminution alors qu'il faut investir pour adapter l'éventail des compétences du personnel à celles requises par le Programme 2030	Le PAM pourrait ne pas être en mesure d'être le partenaire de choix pour aider les pays à atteindre les objectifs du Programme 2030	Forte	Mise en œuvre du cadre d'impact du PAM lié au cadre de financement Démonstration de l'impact des activités du PAM auprès des parties prenantes Réorientation des relations du PAM avec les donateurs et de la mobilisation des ressources pour tenir compte des besoins du Programme 2030

Liste des sigles utilisés dans le présent document

CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
CSA-CDA	Cadre d'action pour la sécurité alimentaire et la nutrition lors des crises prolongées
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FITTEST	Équipe d'intervention rapide du PAM dans le domaine des technologies de l'information et des télécommunications
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IATI	International Aid Transparency Initiative
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la Santé
ONG	organisation non gouvernementale
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNISDR	Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes